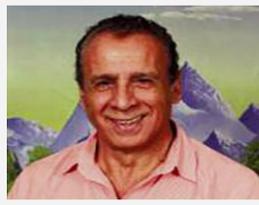




BÉNÉFICES COUPABLES

### La santé, un business comme les autres

Par Sandra Freyburger  
Analyste politique



### La valeur civilisationnelle du travail et de l'effort

Par Rachid Amokrane  
Auteur du best-seller « Betrayal, The dark side of love »  
Président de Smarttek Consulting Inc. (New York)

PP.8.9

# L'EXPRESS

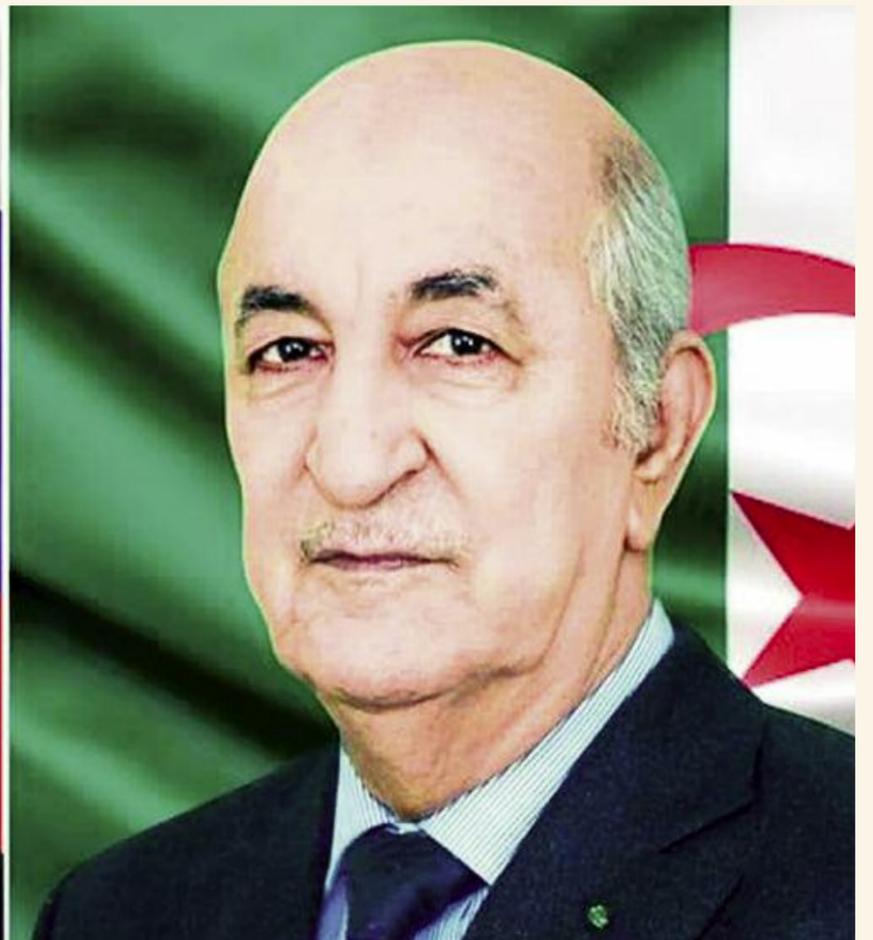
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 14 JUILLET 2022 // N°345 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

ELABORATION D'UN DOCUMENT PERMANENT  
POUR UN « PARTENARIAT STRATÉGIQUE APPROFONDI »

## L'axe Alger-Moscou se précise

● Trouver le maillon faible : les pièges euro-atlantistes dans l'espace Maghreb-Sahel

P.3



LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ANNONCE LA RÉCUPÉRATION DE 2 400 HA DE FONCIER INDUSTRIEL

**« Prêts à l'octroi aux véritables investisseurs »**

P.2

IL S'AGISSAIT DU REMBOURSEMENT DE PLUS DE 17,5 MILLIARDS DE DINARS

**Les dettes de plus de 10 000 micro-entreprises en difficulté remboursées**

P.3

ELLE CONCLUT UNE CONVENTION FINANCIÈRE AVEC SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

**Lafarge Algérie s'engage en faveur d'une croissance verte**

P.4

ILS BOUCLENT LEUR PREMIÈRE ANNÉE DE MANDAT

**Les députés partent en vacances**

P.4

L'EDITORIAL DE « L'EXPRESS »

**Éviter un autre enfer**

P.3





**CONFIDENTIEL**

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ANNONCE LA RÉCUPÉRATION DE 2 400 HA DE FONCIER INDUSTRIEL

## « PRÊTS À L'OCTROI AUX INVESTISSEURS POTENTIELS »

Dans une allocution prononcée à l'issue du vote du texte de loi sur l'investissement, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a annoncé la publication prochaine des huit textes d'application relatifs à la loi sur l'investissement qui devra ériger l'Algérie en « destination prisée de tous les investisseurs. »

Selon le ministre, l'Algérie connaît une dynamique sans précédent dans le domaine de l'investissement après une période d'interruption depuis 2018, ajoutant que cette loi tend à accompagner et à faci-



ter cette dynamique. Il a insisté, en outre, sur la nécessité d'accompagner cette loi par des réformes dans tous les domaines y afférents, en tête desquels les

banques et l'immobilier. Le ministre a annoncé la récupération de plus de 2 400 ha de foncier industriel, prêts à l'octroi aux investisseurs potentiels.

## VISITE D'ADIEU DE L'AMBASSADEUR DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, IGOR BELIAEV, À TEBBOUNE

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier, l'ambassadeur de la Fédération de Russie, Igor Beliaev. Selon

l'Agence officielle, Beliaev lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie. L'audience s'est déroulée au siège de la

présidence de la République en présence du directeur de Cabinet à la présidence de la République, Abdelaziz Khellaf.

## AU-DELÀ DE LA RUSSIE, L'OTAN CIBLE AUSSI LA CHINE

Déjà confrontée à la Russie, l'Otan s'inquiète désormais du "défi" que représente la Chine pour sa "sécurité" future, mais certains de ses membres, dont la France, veulent que l'Alliance reste concentrée sur l'Europe et ne s'aventure pas en Asie-Pacifique.

Les dirigeants du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande se sont assis mercredi 29 juin avec leurs homologues des 30 pays de l'Alliance autour de l'immense table du sommet de



l'Otan à Madrid. C'est la première fois qu'autant d'États de la zone Asie-Pacifique étaient invités à un sommet de l'Alliance atlantique, créée en 1949 pour résister à l'Union soviétique en Europe. La nouvelle feuille de route de l'Otan, appelée

"concept stratégique", mentionne pour la première fois les "défis" représentés par la Chine pour les "valeurs", les "intérêts" et la "sécurité" des pays de l'Alliance atlantique. Cette feuille de route n'avait pas été révisée depuis 2010.

CIBLÉS À GAO PAR UNE ATTAQUE ARMÉE, LES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS BLESSÉS RAPATRIÉS

## UNE ÉQUIPE DE L'HÔPITAL MILITAIRE DE AÏN NAÂDJA PREND EN MAIN LEUR SUIVI MÉDICAL

Les ressortissants algériens blessés dans l'attaque armée perpétrée dans la banlieue de Gao (Mali) ont été rapatriés, mardi matin, sur ordre du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, qui a affecté un avion

militaire médicalisé à leur transport et leur transfert à l'Hôpital militaire de Aïn Naâdja. Les blessés ont été transférés à l'Hôpital militaire Mohamed-Seghir-Nekache de Aïn Naâdja, où ils vont être gardés en observation et suivis jusqu'à leur rétablissement total.



## LA DGSN OK POUR LA REFONTE TOTALE DE LA LOI SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

« La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a toujours soutenu la refonte totale de la loi en vigueur sur la sécurité routière. Une commission technique dirigée par le ministère de la Justice est mise en place pour revoir cette loi », déclare Rachid Ghezli, Commissaire divisionnaire de police, sous-directeur de la sécurité routière à la DGSN.

Ghezli, qui s'exprimait sur les ondes de la radio algérienne, affirme que plusieurs recommandations ont été formulées par la DGSN et transmises à la commission technique en question, en vue de participer à la refonte totale de cette loi.



« Nous avons pris en charge l'ensemble des recommandations émises par nos services, notamment la mise en place du chronotachygraphe, le renforcement

de l'arsenal répressif, la révision de la formation et plein d'autres thématiques qui peuvent résoudre le problème des accidents de la route », fait-il savoir.

## UN EX-CONSEILLER DE TRUMP DIT AVOIR PLANIFIÉ « DES COUPS D'ÉTAT »

Invité à commenter les auditions de la commission parlementaire sur l'attaque du Capitole, John Bolton, ancien conseiller à la sécurité nationale sous l'administration Trump, a assuré mardi 12 juillet avoir lui-même « participé à la planification de coups d'État » en dehors des États-Unis. Face à l'affirmation lancée par le présentateur de la chaîne CNN, que quelqu'un n'avait

pas besoin « d'être brillant pour tenter un coup d'État », John Bolton a rétorqué d'un ton naturel : « Je ne suis pas d'accord. En tant que personne qui a aidé à planifier des coups d'État, pas ici, mais vous savez, ailleurs, ça demande beaucoup de travail ». Connus pour ses positions va-t-en-guerre en diplomatie, John Bolton qui a été conseiller à la sécurité nationale à la Maison

Blanche en 2018 avant d'être limogé par le président républicain en septembre 2019, n'a pas précisé de quels coups d'État il parlait. Mais il a évoqué la tentative ratée d'évincer au Venezuela Nicolás Maduro du pouvoir en 2019 par le leader de l'opposition Juan Guaidó, qui était soutenu par Washington.

## 20 MILLIONS DE TONNES DE GRAINS BLOQUÉS DANS LES PORTS UKRAINIENS LES DISCUSSIONS À ISTANBUL SUR LES CÉRÉALES ENTRE L'UKRAÏNE ET LA RUSSIE ONT COMMENCÉ

Une réunion entre Russes et Ukrainiens en présence de représentants de l'ONU devait s'ouvrir hier, en Turquie sur la difficile question des exportations des céréales via la mer Noire, sur fond d'aide financiè-

re accrue des Occidentaux à Kiev. Si la réunion en Turquie est si importante, c'est que l'Ukraine est l'un des principaux exportateurs mondiaux de blé et d'autres céréales et quelque 20 millions de

tonnes de grains sont actuellement bloqués dans les ports de la région d'Odessa. D'une part par la présence de navires de guerre russes et d'autre part celle de mines, placées par Kiev, pour défendre ses côtes.

**L'EXPRESS**

Quotidien national d'information

édité par la

**SARL ADRA COM**

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger

Tel/FAX Administration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:

**ZAHIR MEHDAOUI**

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances  
**NOURDINE BRAHMI**  
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA**  
Alger Bab Ezzouar

**PUBLICITÉ : S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'ÉDITION ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)**

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz



ELABORATION D'UN DOCUMENT PERMANENT POUR UN «PARTENARIAT STRATÉGIQUE APPROFONDI»

# L'axe Alger-Moscou se précise

Les relations entre l'Algérie et la Russie ont atteint le niveau d'un «partenariat stratégique approfondi», a affirmé hier, à Alger, l'ambassadeur de la Fédération de Russie à Alger, Igor Beliaev, dans une déclaration à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

**B**eliaev, qui lui rendait une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie, a précisé que la rencontre avait porté sur les relations bilatérales qui «se sont considérablement développées au cours des cinq dernières années, atteignant le niveau d'un partenariat stratégique approfondi.»

«Le travail en cours pour l'élaboration d'un nouveau document stratégique reflétant la qualité des relations algéro-russes», qui servira de «base pour l'intensification des interactions entre nos deux pays à l'avenir», en est la parfaite illustration, a-t-il dit. Le diplomate russe s'est en outre félicité du haut niveau de coopération et de coordination entre l'Algérie et la Russie sur la scène internationale, soulignant la «convergence» des positions des deux pays sur les questions internationales et régionales d'actualité.

Beliaev a, par ailleurs, relevé la volonté des deux pays d'augmenter le volume de leurs échanges commerciaux bilatéraux : «Nos deux pays attachent un intérêt particulier à la tenue de la 10e session de la Commission mixte algéro-russe de coopération économique, commerciale, scientifique et technique prévue en Algérie», a-t-il déclaré à ce propos, estimant que la rencontre «boostera la coopé-



ration bilatérale dans de nombreux domaines d'intérêt mutuel.»

Voilà de quoi conforter l'Algérie dans un partenariat qui peut être (il en donne déjà les prémices) d'une portée stratégique inestimable. Le monde est en train de connaître un chambardement jamais égalé depuis la Seconde Guerre mondiale, et de ce fait, les cartes changent de main. D'autres puissances alternatives multipolaires

émergent, la Chine et la Russie, les Brics s'imposent de fait, les pays d'Afrique imposent leur tempo, comme le fait, contre vents et marées, le Mali face à la France, ou les anciennes colonies francophones qui ont opté récemment pour le Commonwealth. Des Etats s'émancipent de leur «tutelle» à la sueur du front, d'autres chutent après avoir consommé leur temps. La guerre en Ukraine, qui devait être pour les Etats-

Unis, le piège à loups pour la Russie, a ouvert la boîte de Pandore et rebattu les cartes, au préjudice de ceux qui donnaient l'impression de maîtriser le jeu comme des maîtres. L'Europe, maillon faible des stratégies de blocs, en sortira meurtrie, perdante. Les signes sont là, comptabilisés et touchés du doigt. Une nouvelle carte se déroule sous nos yeux. Rester vigilants et attentifs serait également un acte de foi. **I.M.Amine**

TROUVER LE MAILLON FAIBLE

## Les pièges euro-atlantistes dans l'espace Maghreb-Sahel

Avec sept frontières terrestres africaines et deux autres frontières maritimes européennes, avec l'Espagne et l'Italie, l'Algérie surveille un très large espace géographique de l'ordre d'un continent. Et pour la première fois depuis 1962, les périls sont pratiquement présents de tous les côtés. De quel côté que le regard se pose, il y observe périls et jeux de Monopoly : la Tunisie, fragilisée par des soucis politiques, n'alimente pas encore le réconfort ; la Mauritanie, qui tente de faire de la realpolitik, fait en sorte de suivre, principalement, ses intérêts économiques ; le Mali est soumis à une pression euro-française intense pour en chasser les Russes, une pression qui n'exclut aucun moyen pour désarticuler Bamako, qui résiste avec succès, jusque-là ; le

Niger, maillon faible des pays du champ, fait une fois de la résistance, mais deux fois le porte-voix de la France ; la Libye est le pays qui donne le plus d'inquiétude pour le moment, car soumis aux groupes paramilitaires, très puissants aussi bien dans le Cyrénaïque, la Tripolitaine que le Fezzan, peut basculer dans la violence à tout moment, avec possibilité de l'«exporter», également. Du côté marocain, les choses ont le mérite d'être claires pour inciter à un redoublement d'attention. Malheureusement, l'Europe et l'Otan ont joué, jouent, et joueront encore sur les points de dissension qui existent dans cet espace. Si la guerre doit changer de camp, c'est certainement sur cet espace qu'ils la planteront en essayant de trouver le maillon faible. Et

c'est pour cette raison, comme pour d'autres, également, il faut faire attention aux pièges euro-atlantistes dans l'espace Maghreb-Sahel. Les ballons-sondes lancés épisodiquement pour tâter le pouls des Africains n'échappent à personne, comme ce fut le cas récemment pour le Mali, qui, selon l'Espagne (qui, subrepticement, se trouve en train de jouer le rôle de l'«éclairateur» pour l'Otan dans la région maghrébo-sahélienne), peut motiver une intervention otanienne. L'antécédent libyen ne doit pas être perdu de vue. L'entêtement franco-atlantiste à déboulonner la Libye par ses fondements avait été un acte assez brutal qui a durablement châtié le Maghreb et le Sahel pour très longtemps.

**Oukaci Fayçal**

IL S'AGISSAIT DU REMBOURSEMENT DE PLUS DE 17,5 MILLIARDS DE DINARS

## Les dettes de plus de 10 000 micro-entreprises en difficulté remboursées

Plus de 10.000 dossiers de remboursement des dettes des entreprises en difficulté ont été validés jusqu'à la semaine dernière, a annoncé hier, à Alger, le directeur général par intérim de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), Mohamed Cherif Bouziane. Lors d'une conférence de presse animée au siège de l'ANADE, Bouziane a précisé que 10.142 dossiers de remboursement des dettes des entreprises en difficulté, créées dans le cadre du dispositif de l'ANADE (ex-ANSEJ), avaient été transférés au Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes promoteurs pour le

remboursement de plus de 17,5 milliards de dinars. L'ANADE a entamé, début 2021, le traitement des dossiers des micro-entreprises en difficulté pour les accompagner et les refinancer.

Il s'agit des micro-entreprises sinistrées durant les catastrophes naturelles (inondations, séismes), celles dont le matériel a été saisi ou vendu par des banques, celles dont les promoteurs sont décédés ou présentant une incapacité physique ou mentale avérée et des promoteurs ayant un équipement obsolète.

**I.M./avec Aps**

## L'édito

Par Zahir Mehdaoui



## ÉVITER UN AUTRE ENFER

**D**epuis le début de cet été, de nombreux incendies et feux de forêt ont été enregistrés à travers le territoire national semant la mort et causant des pertes d'actifs économiques s'élevant à plusieurs millions de dollars. Le nombre d'oliviers, de palmiers et autres arbres fruitiers partis déjà en fumée, alors que l'été n'en est qu'à ses débuts, se compte par milliers. Les hectares de blé, d'orge et de fourrage ravagés par les flammes sont incalculables. Ceci sans parler des hectares de forêts et de buissons réduits en cendres dans plusieurs wilayas du pays. Ce qui revient à dire que les leçons de 2021, considérée comme la pire année de l'histoire du pays en matière d'incendies, n'ont servi pratiquement à rien. Tous les beaux discours sur la prévention des incendies et des feux de forêt prononcés au lendemain des dramatiques incendies de l'été de 2021, n'ont pas été suivis d'effet. Il suffit de jeter un coup d'œil aux abords de nos routes, et de faire un tour dans nos forêts pour s'en rendre compte. Du bois sec, produit de coupes illégales ou illicites, parsème nos forêts, absence de maintenance des pistes forestières, manque de points d'approvisionnement en eau, bouteilles ou débris de verre partout. Même constat s'agissant des abords des routes. A part quelques exceptions, nos routes nationales et départementales, nos voies communales et nos chemins vicinaux présentent des abords envahis par les herbes sèches et souillés par toutes sortes de débris. Un cadre favorable aux départs de feu, où il suffit d'un petit mégot pour ravager des forêts et des villages entiers. Une question se pose : pourquoi laisse-t-on les abords des routes aux herbes folles ? Qui est responsable de ce laisser-aller ? On ne peut pas parler de prévention des feux de forêt quand on abandonne les périphéries de nos routes aux herbes folles et aux débris. Certes, en termes de programmes et de dispositifs de lutte anti-incendies, l'Algérie n'a ménagé aucun effort, mais la bureaucratie, la mentalité du moindre effort, le laxisme ont eu raison de ces programmes. On ne bouge que quand la catastrophe est là. On n'a pas l'habitude d'anticiper les catastrophes, de travailler pour les éviter.

Avec la configuration actuelle des périphéries de nos routes, de nos décharges publiques, etc., il faut s'attendre au déclenchement d'autres incendies encore plus ravageurs. Tant qu'on n'anticipe pas de façon sérieuse sur le risque d'incendie, tant qu'on ne mettra pas des moyens de lutte appropriés contre les feux de forêt, tant qu'on ne mobilisera pas les ressources nécessaires et qu'on ne sommera pas tous les responsables à faire sérieusement leur travail, on vivra toujours les saisons estivales avec la peur au ventre !

**Z. M.**

## CHANGEMENT À LA TÊTE DES COMPAGNIES D'ASSURANCE



Un mouvement touchant cinq présidents directeurs généraux des compagnies publiques d'assurance et de réassurance a été opéré mardi 12 juillet, indique un communiqué du ministère des Finances. « Suite à la tenue des Assemblées générales extraordinaires des compagnies publiques d'assurance et de réassurance, il a été procédé à un mouvement des cinq principaux responsables de ces sociétés », est-il expliqué dans le communiqué. A cet effet, M. Youcef Benmicia a été désigné en qualité de P-dg de la Société Nationale d'Assurance (SAA), tandis que M. Nacer Sais en qualité de P-dg de la Compagnie Algérienne des Assurances (CAAT). Ces désignations ont également touché M. Hadj Mohamed Seba, nommé en qualité de P-dg de la Compagnie Algérienne d'Assurance et de Réassurance (CAAR), M. Abdellah Benseidi, en qualité de P-dg de la Compagnie Centrale de Réassurance (CCR) et M. Zohir Laiche, en qualité de P-dg de la Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX). « Ce mouvement s'inscrit dans le cadre de la poursuite du processus d'amélioration de la gouvernance des institutions financières en vue de la mise en œuvre de la nouvelle approche managériale qui vise notamment à instaurer la tradition de la mobilité dans le processus de désignation des principaux responsables de ce secteur », souligne le document. **R. E.**

ELLE CONCLUT UNE CONVENTION FINANCIÈRE AVEC SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

# Lafarge Algérie s'engage en faveur d'une croissance verte

Lafarge Algérie et la Société Générale Algérie ancrent leur engagement en faveur du développement durable, en signant un partenariat financier responsable.

Par Youcef Salami

Lafarge Algérie et la Société Générale Algérie viennent de signer une convention de crédit portant sur un financement à caractère durable (Sustainability Linked Loan), selon un communiqué transmis à notre rédaction. Ils l'ont fait lors d'une cérémonie tenue mardi 12 juillet, en présence de Julien Sterenzy, président du Directoire de Société Générale Algérie, et de Nicolas George, Représentant du Groupe Holcim en Algérie, accompagnés de leurs délégations respectives, ainsi que les médias algériens.

Il est souligné dans le communiqué que cette convention de crédit inédite en Algérie, d'une valeur de 1,4 milliard de dinars, vise à financer les activités de la société avec un mécanisme de Bonus-Malus lié aux objectifs climatiques de Lafarge Algérie. Il s'agit, y est-il ajouté, « d'une structure de financement à incentive adossée à un objectif environnemental ambitieux de réduction des gaz à effet de serre « CO2 ». La réalisation de cet objectif est mesurée à travers un indicateur de performance pré-défini « KPI » lié aux activités productives de sa filiale LCM « Lafarge Ciment de M'Sila ». Selon le communiqué, « ce financement s'inscrit pleinement dans le plan de développement de la stratégie de



croissance verte du groupe Holcim qui s'est fixé pour cible d'atteindre plus de 40 % des accords de financement liés à des objectifs de durabilité d'ici 2025 ». Par ce nouvel accord financier, Lafarge Algérie continue d'apporter une contribution citoyenne et responsable aux transformations positives que connaît l'Algérie, conformément aux orientations du gouvernement algérien », souligne Nicolas GEORGE, représentant du Groupe Holcim en Algérie « Société Générale

Algérie, cité dans le communiqué. La mise en place de cette solution de financement a pour objectif de faciliter et d'encourager une croissance et un développement durables des activités des opérateurs économiques en Algérie et ce, dans le cadre d'une offre globale, qui intègre des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, pour répondre aux besoins de ses clients dans le domaine de la Finance Durable, à impact positif. Cette offre mobilise l'ensemble des expertises Environnementales & Sociales

(E&S) de la banque dans une gamme de solutions financières innovantes. » explique Julien Sterenzy, Président du Directoire de Société Générale Algérie cité dans le communiqué. Cette action s'inscrit également dans le cadre des engagements du Groupe Société Générale qui se traduisent par une politique volontariste et responsable et un accompagnement proactif des clients dans leur transition énergétique et leurs ambitions en matière de RSE. **Y. S.**

ILS BOUCLENT LEUR PREMIÈRE ANNÉE DE MANDAT

## Les députés partent en vacances

Par Youcef Salami

La session parlementaire ordinaire 2021-2022 sera clôturée aujourd'hui, peut-on lire dans un communiqué du Conseil de la nation, diffusé hier. En effet, la chambre haute y précise qu'en application « des dispositions de l'article 138 de la Constitution, et en vertu de la loi organique N°16-12 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du Parlement et le Gouvernement, notamment dans son article 5, en coordination avec les bureaux des deux chambres du

Parlement et en concertation avec le Premier ministre, la séance de clôture de la session ordinaire 2021-2022, se tiendra aujourd'hui.

La chambre haute est l'une des deux assemblées composant le Parlement et exerçant conjointement le pouvoir législatif avec la chambre basse. Cette dernière, composée de 407 députés élus, est issue des élections de l'été 2021. Le FLN est arrivé en tête de ces élections législatives, suivi des Indépendants... L'APN vient ainsi de boucler sa première année législative. Or, une année est une période très courte dans la vie d'une Assemblée dont la législature est de cinq ans. Le

nouveau Parlement exerce ses prérogatives conformément à la nouvelle Constitution. Ainsi, l'APN discute des projets de loi qui lui sont présentés par le gouvernement et contrôle l'action de celui-ci dans les conditions fixées par l'article 115 de la loi fondamentale. Par ailleurs, et à l'occasion du débat sur la déclaration de politique générale, l'APN peut mettre en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure. La nouvelle Assemblée populaire nationale a débattu d'une série de projets de loi dont on peut citer comme exemples les projets se rapportant aux relations de travail, aux règles

générales applicables aux zones franches, à la gestion, la protection et le développement des espaces verts, à la réserve militaire, à l'investissement... Sur certains projets, les débats ont volé plus ou moins haut. Sur d'autres, le débat n'était pas suffisamment mûr. Une question, cependant : En quoi le nouveau Parlement est-il semblable, et en quoi est-il différent des parlements précédents ? Année après année, législature après législature et gouvernement après gouvernement, des experts reviennent, sans cesse, sur le même sujet, c'est-à-dire l'incapacité des députés à formuler des propositions de loi. **Y. S.**

## L'Afrique appelée à diversifier ses exportations

Les pays africains doivent diversifier leurs exportations pour survivre aux chocs économiques provoqués par des crises globales telles que la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, selon un nouveau rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui sera publié aujourd'hui. Selon la CNUCED, les pays africains peuvent diversi-

fier leurs économies en stimulant les exportations de services à forte valeur ajoutée, en élargissant l'accès des entreprises privées aux services financiers, en exploitant les nouvelles technologies financières et en mettant en œuvre des politiques efficaces. Malgré les efforts de diversification déployés depuis des décennies, 45 des 54 pays du continent restent tributaires des

exportations de produits primaires dans les secteurs agricole, minier et extractif. Cependant, « si l'on examine les différentes stratégies que les pays africains ont adoptées pour diversifier les exportations et favoriser la compétitivité aux niveaux régional et mondial, on voit bien que le potentiel du secteur des services en tant que pierre angulaire des activités productives de l'indus-

trie, du secteur manufacturier et de l'agriculture y est sous-estimé », indique la CNUCED qui souligne : « Si l'Afrique veut exploiter mieux son potentiel en matière de commerce des services, les politiques et la réglementation devront mieux cibler les causes des défaillances du marché : accessibilité, qualité, caractère abordable, concurrence, coûts élevés du commerce des ser-

vices, politiques protectionnistes, faibles niveaux de dématérialisation et de technologie, difficultés d'accès aux services financiers et insuffisance des infrastructures. Il sera essentiel de remédier à l'insuffisance des capacités productives et de renforcer l'intégration régionale pour que les services les plus importants soient davantage internalisés. **R. E.**

COOPÉRATION DANS LE RENOUELABLE

# Une délégation libyenne chez Benattou Ziane

**Algériens et Libyens ont échangé sur différentes questions dont l'évolution du renouvelable en Algérie.**

Par Youcef Salami

La Libye souhaite tirer partie de l'expertise algérienne en matière de renouvelable. Et à cet effet, une délégation du ministère du Pétrole et du Gaz du gouvernement libyen, conduite par Mustafa Bin Issa, directeur général du département général des affaires techniques du ministère du Pétrole et le gouverneur de la Libye à l'Opep, en présence du Dr Jihad Ammar, directeur du ministère de la Transition Énergétique du Pétrole et du Gaz du Gouvernement Libyen a fait le déplacement à Alger. Elle a été reçue par le secrétaire général du ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Mahama Bouziane. Les deux parties ont échangé sur différentes questions dont l'évolution du renouvelable en Algérie. Au cours de leurs discussions, Mahama Bouziane a abordé le bilatéral et réaffirmé que l'Algérie accorde la haute importance à la Libye à différents niveaux. De même, les deux parties ont mis en relief les voies et moyens à même de développer et de promouvoir la coopération dans les domaines de la transition énergétique, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Il est utile de rappeler que l'Algérie a



mis en place un ambitieux programme de développement des énergies renouvelables. Il s'agit d'un plan de transition énergétique assorti d'objectifs concrets. Ce plan a été élaboré et est actuellement mis en œuvre. Il prévoit de produire 1 000 mégawatts par an, avec comme objectif à terme de produire 15 000 MW d'ici à 2035. L'Algérie s'est engagée à aller de l'avant dans ce secteur. En tout cas, elle n'a pas d'autre choix que de le développer, si elle veut préserver ses ressources en gaz dont une grosse partie est utilisée dans la production

d'électricité. La Libye a donc frappé à la bonne porte. Les Libyens tentent aujourd'hui de relever l'incroyable défi de reconstruire un pays dévasté et déchiré par la guerre, en comptant sur les revenus générés par les hydrocarbures dont leur pays regorge. Le secteur pétrolier libyen est souvent perturbé par la guerre. Il y a eu des périodes de pourrissement et de dévastation où la production était à l'arrêt. La Compagnie nationale de pétrole libyenne (NOC) a annoncé hier la reprise des exportations de brut depuis deux terminaux, trois mois

après le début d'un blocus pétrolier sur fond de crise politique. Dans un communiqué, la NOC a fait état de la « levée de l'état de force majeure sur les terminaux de Marsa Brega et Zouetina », dans le nord-est du pays. « Le tanker Ebla est en route pour aller charger des hydrocarbures », a-t-elle ajouté. Invoqué dans des circonstances exceptionnelles, l'état de « force majeure » permet une exonération de la responsabilité de la NOC en cas de non-respect des contrats de livraison de pétrole. Fin juin, la NOC avait déploré des pertes de plus de 3,5 mil-

liards de dollars en raison des fermetures forcées depuis mi-avril de sites pétroliers majeurs, dont Marsa Brega et Zouetina, décrétant l'état de force majeure pour certains d'entre eux. « Au cours des derniers jours, des contacts avec les gardes des installations pétrolières et le président de la commission de l'énergie au Parlement (...) ont abouti à la conviction qu'il est nécessaire de reprendre les exportations d'hydrocarbures », a déclaré le patron de la NOC Mustafa Sanalla, cité dans le communiqué. **Y. S.**

## Le projet de loi sur l'investissement adopté par le Sénat

Le Conseil de la Nation a adopté hier à la majorité le nouveau projet de loi sur l'investissement. Le texte de loi avait été adopté par l'Apn le 27 juin dernier. A l'issue de sa présentation de ce projet de loi devant les membres de la chambre haute, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a indiqué que huit textes d'application de la nouvelle loi seront publiés « prochainement ». Dans une déclaration à la presse en marge de cette séance, le ministre de l'industrie, Ahmed Zeghdar, a indiqué que « cette nouvelle loi permet pratiquement de favoriser les investissements dans divers domaines industriels, dont l'automobile dans laquelle l'Algérie dispose de toutes les capacités nécessaires ». Il a souligné, dans ce contexte, que « l'Algérie développera inévitablement une industrie automobile locale ». Zghedar s'attend à ce que l'Algérie connaisse une grande mobilité économique dans tous les secteurs, à commencer par le prochain revenu social, grâce à la nouvelle loi sur les investissements. Selon lui, l'Algérie est désormais « un afflux de nombreux investisseurs », révélant que « plusieurs contacts ont été reçus d'investisseurs à l'intérieur et à l'extérieur du pays, pour voir les possibilités du lancement de nouveaux projets dans divers domaines ». Dans une allocution prononcée à l'issue du vote sur le projet de loi en question, Zeghdar a annoncé la publication prochaine des huit textes de réglementation relatifs à la loi sur l'investissement « qui devra faire de l'Algérie une destination prise par tous les

investisseurs. » Selon Zeghdar, « l'Algérie connaît une dynamique sans précédent dans le domaine de l'investissement après une période d'interruption depuis 2018 », ajoutant que « cette loi est venue pour accompagner et à faciliter cette dynamique ». Il a insisté, en outre, sur la nécessité d'accompagner cette loi par des réformes dans tous les domaines, à leur tête en tête les banques et l'immobilier. Le ministre de l'industrie a annoncé la récupération de plus de 2400 ha de foncier industriel, prêts à l'octroi aux investisseurs potentiels. Au terme de la présentation du ministre le projet de loi sur l'investissement, la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a présenté son rapport sur le texte, à travers lequel elle a mis en avant l'importance des mesures prise par la loi, visant essentiellement à lever les entraves que rencontrent les investisseurs national et étranger. Pour la commission, il s'agit « d'une relance législative » opérée au titre d'une nouvelle approche du Gouvernement

visant à encourager l'investissement en Algérie, de manière à favoriser le développement de l'entreprise dans un environnement transparent. » La commission a souligné l'impératif d'accélérer l'application des instructions et orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, inhérentes à l'accompagnement des investisseurs nationaux, dont les projets et investissements ont été affectés par les retombées de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) durant les deux dernières années. Elle a également plaidé pour l'inventaire et le recensement général et structuré des programmes et domaines d'investissement disponibles en Algérie et leur classement conformément aux priorités de l'économie nationale, en démontrant les facilités d'accès et les avantages à en tirer. Dans le même contexte, la commission a souligné l'importance de résoudre la question du foncier, notamment le foncier agricole, pour faciliter le processus de mise à disposition

du foncier pour la réalisation des projets d'investissement. La commission a également appelé à la nécessité d'activer le rôle des médias et de la diplomatie économique pour faire connaître la destination algérienne, d'une part, et trouver des marchés étrangers pour promouvoir la production nationale et la commercialisation hors des frontières, d'une autre. Dans le même contexte, la commission recommande d'accélérer la promulgation et la publication des textes réglementaires précisant les modalités de mise en œuvre de cet important texte, afin de le mettre en vigueur prochainement. Elle a également souligné la nécessité de revoir la législation en relation avec le texte de cette loi, notamment la loi sur les douanes, les impôts, la fiscalité locale, la monnaie et le crédit, ainsi que les conditions, procédures et règles relatives au transfert des sommes investies et aux transferts des revenus qui en résultent pour les investisseurs non-résidents. **R. E.**

### 15 000 stagiaires à «l'école» du renouvelable

En prévision de la formation de pas moins de 15 000 stagiaires dans le domaine

des énergies renouvelables, pour l'année scolaire 2022-2023, les deux ministères concernés tentent de fédérer leurs efforts pour la concrétisation de cette ambition, en application des directives des deux ministères Les secrétaires généraux des deux ministères

se sont réunis hier pour en discuter. La rencontre a été consacré à l'examen de la signature d'une convention de coopération conjointe pour former les composantes dans un premier temps, à partir de l'année de formation 2022/2023, pour former 15 000 stagiaires dans des

centres de formation professionnelle dans diverses branches et divisions des énergies renouvelables. L'objectif est de mettre en pratique les décisions du Gouvernement qui incarnent le programme du président de la république, Abdelmadjid Tebboune. **R. E.**

PÉTROLE

# Le Brent perd 7%, clôture sous 100 dollars pour la première fois depuis avril

**Le pétrole poursuivait son plongeon avant-hier, dans un contexte d'inquiétudes quant à la santé de l'économie mondiale qui menace la demande, les deux références du brut évoluant sous le seuil symbolique des 100 dollars le baril.**

Vers 17h15, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, perdait 6,82 % à 99,82 dollars, peu après avoir dévissé de plus de 7%. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, pour livraison en août, plongeait quant à lui de 7,35% à 96,44 dollars. Les pertes s'accéléraient avec le début de la séance américaine. "Le pétrole est en chute libre", plongeant "à mesure que les perspectives de croissance se détériorent", accentuant les inquiétudes concernant la demande, souligne Craig Erlam, analyste d'Oanda. "En Occident, la combinaison des prix élevés de l'énergie et de la hausse des taux d'intérêt alimente les craintes d'une récession qui aurait un impact sérieux" sur le marché de l'or noir, explique Carsten Fritsch, analyste pour Commerzbank. L'augmentation des cas d'infection au Covid-19 en Chine préoccupe également



les investisseurs, faisant craindre de nouvelles fermetures. Macao a entamé lundi son premier confinement depuis le début de la pandémie afin d'endiguer sa pire vague de Covid-19. "Il y a un ralentissement de la demande du plus grand importateur de brut au monde et des craintes quant à ce que révéleront les chiffres de la croissance du deuxième trimestre de vendredi", affirme Victoria Scholar, analyste à

Interactive Investor. Pour l'analyste, le gouvernement chinois "sacrifie une fois de plus son économie à la poursuite d'objectifs draconiens de santé publique". La Chine a par exemple confiné pour trois jours les 320.000 habitants d'une localité du centre du pays après la découverte d'un seul cas positif au Covid-19. Cependant, la croissance de la demande de pétrole va se poursuivre en 2023, mais à un ryth-

me un peu moins soutenu, dans une évolution similaire à la croissance économique mondiale, d'après le rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) publié mardi. Il s'agit de la première prévision de l'alliance pour l'an prochain. La demande en 2023 devrait être soutenue par une "performance économique encore solide des pays grands consommateurs, ainsi que par une amélioration de la

situation géopolitique et de la gestion du Covid-19 en Chine", a estimé l'Opep.

## JOE BIDEN EN DÉPLACEMENT EN ARABIE SAOUDITE

Le rapport souligne ainsi que "le marché reste extrêmement tendu", affirme Craig Erlam, d'autant que les inquiétudes concernant l'offre persistent, avec notamment les sanctions sur le pétrole russe. Le président des États-Unis Joe Biden se rendra vendredi en Arabie saoudite, espérant convaincre Ryad de mettre sur le marché plus de pétrole pour soulager les cours. Mais le Royaume a directement bénéficié de la hausse des cours depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine, souligne Susannah Streeter, de Hargreaves Lansdown. L'Arabie saoudite a enregistré son taux de croissance le plus important en dix ans au premier trimestre, avec une hausse de 9,6% de son produit intérieur brut (PIB) sur un an. "Il est donc probable qu'il y ait encore des réticences à ouvrir les robinets trop librement, d'autant plus que l'on pense déjà que le pays fonctionne près des limites de sa capacité", estime l'analyste.

R. E.

R. E.

ESPAGNE

## Une taxe exceptionnelle sur les groupes énergétiques et financiers

Cette nouvelle taxe sur les bénéfices des grands groupes énergétiques et financiers devrait permettre à l'Espagne de récupérer près de "deux milliards d'euros" par an pour les deux prochaines années. C'est un nouveau pays qui combien bien taxer les bénéfices des entreprises pour contrer l'inflation. Le gouvernement espagnol a annoncé mardi un impôt exceptionnel sur les bénéfices des grands groupes énergétiques et financiers afin de compenser les mesures de soutien mises en place ces derniers mois face à l'envolée de l'inflation. "Ce gouvernement ne va pas tolérer qu'il y ait des entreprises qui profitent de la crise pour s'enrichir", a assuré le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez en détaillant à la Chambre des députés une

série de mesures destinées à soutenir le pouvoir d'achat des Espagnols, mis à mal par la flambée des prix. L'Espagne va ainsi "mettre en place une taxe sur les bénéfices extraordinaires des grandes entreprises énergétiques", qui permettra à l'Etat de récupérer près de "deux milliards d'euros" par an en 2023 et 2024, a précisé le chef du gouvernement. L'instauration de cet impôt exceptionnel, destiné à soulager les finances publiques espagnoles, mises à mal par la crise économique, avait été évoquée fin juin par le Premier ministre. Mais ce dernier n'avait alors pas précisé le montant ni la durée de mesure fiscale. En complément, Pedro Sanchez a annoncé une taxe temporaire sur "les grandes institutions financières qui ont commencé à

bénéficier de la hausse des taux d'intérêt". Cette taxe qui concernera les banques "durera deux ans et permettra de récolter 1,5 milliard par an", a-t-il ajouté. Plusieurs pays européens ont annoncé ces derniers mois des prélèvements exceptionnels sur les bénéfices des entreprises tirant parti de l'inflation - en particulier les groupes énergétiques, qui ont enregistré l'an dernier des bénéfices très élevés. Le très libéral Royaume-Uni a ainsi instauré une taxe temporaire de 25% sur les bénéfices des géants pétroliers pour financer des aides aux ménages les plus défavorisés. L'Italie, de son côté, a décidé de prélever 25% supplémentaires sur les bénéfices des grandes entreprises du secteur de l'énergie.

R. E.

R. E.

## L'euro hésite au seuil de la parité avec le dollar avant l'inflation américaine

L'euro se stabilisait mercredi face au dollar, à quelques fractions de centimes d'une parité pas dépassée depuis 2002, les cambistes attendant la publication des données sur l'inflation américaine pour juin. Vers 09H05 GMT (11H05 à Paris), l'euro cédait quelque 0,01% à 1,0037 dollar, après avoir brièvement atteint 1,0000 dollar la veille. Le plus bas de mardi «a déclenché un rebond, des parieurs à la

baisse devant couvrir leurs positions, mais nous ne voyons aucune raison pour que le dollar s'affaiblisse durablement», commente Derek Halpenny, analyste chez MUFG. D'un côté, l'euro souffre de la menace d'une coupure des livraisons de gaz russe en Europe, qui plomberait l'activité économique à travers le continent. La Banque centrale européenne (BCE) peut difficilement remonter ses taux pour

combattre l'inflation, qui a atteint en juin 5,8% en France et 7,6% en Allemagne, selon les données publiées mercredi matin.

### LA FED POURRAIT ACCÉLÉRER SES HAUSSES SOUTENUES DES TAUX

Une hausse des taux pèserait en effet sur une croissance déjà atone. «J'imagine que nous allons repasser au niveau» de la parité «tant que les inquiétudes

sur les réserves de gaz en Europe dominant le marché», juge Antje Praefcke, analyste chez Commerzbank. Du côté des États-Unis, «l'indicateur clef du jour est l'indice des prix à la consommation CPI pour juin», note M. Halpenny, qui estime possible «un mouvement de vente du dollar si l'inflation est moins forte qu'attendu». Au contraire, l'euro pourrait «atteindre des niveaux plus vus

depuis des décennies si l'inflation est plus élevée qu'attendu», complètent les analystes de OFX. Pour contrer l'inflation, la Réserve fédérale américaine «poursuivrait, et pourrait même accélérer, son programme de hausses soutenues des taux, ce qui soutiendrait le billet vert», commente Ricardo Evangelista, analyste chez Activ-Trades.

R. E.

MOSTAGANEM

# L'exploitation commerciale du tramway avant fin 2022 !

**D**ans une déclaration à la presse, lors d'une visite de travail et d'inspection à la wilaya, M. Moudji a souligné qu'"il y avait un problème financier avec la partie étrangère et, sur instruction du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre a veillé à ce que ce problème soit résolu en octroyant au ministère des Transports une enveloppe financière pour prendre en charge une partie des dettes".

"Avec la prise en charge d'une part importante de la dette, la partie étrangère doit s'engager à rejoindre le projet et à démarquer les travaux selon des délais qui seront déterminés par la commission technique", a indiqué M. Moudji, notant que son département ministériel a élaboré deux plans pour la prise en charge du projet et de le remettre aux citoyens en cas de non-engagement.

Le ministre, qui était accompagné des directeurs centraux et des responsables des sociétés nationales de réalisation (métro d'Alger, Cosider, Alstom), a inspecté le centre de contrôle et de surveillance du tramway de Salamandre, où il a instruit les responsables de la nécessité de lancer le programme de formation et d'utiliser les énergies renouvelables.

Moudji s'est déplacé par tramway -construit localement à l'usine Cital d'Annaba- de Salamandre à Kharouba, sur 12 km, en passant par le centre-ville (la première ligne), tout en inspectant le projet devant transporter 40.000 personnes par jour. Le ministre des Transports a également inspecté le port de commerce de Mostaganem, avant d'instruire les responsables locaux de traiter le problème d'envasement et de s'orienter vers une nouvelle approche de la gestion portuaire à travers la spécialisation et la réalisation du troisième bassin en partenariat avec des



**Le ministre des Transports Abdallah Moudji a souligné avant-hier à Mostaganem la nécessité de l'exploitation commerciale du tramway de la ville avant la fin de l'année 2022.**

investisseurs. Il a indiqué que son département ministériel travaille à mettre en œuvre un nouveau mode de gestion portuaire en matière de management. Abdallah Moudji a ajouté que la wilaya de Mostaganem dispose d'un port qui est considéré comme l'un des pôles portuaires les plus importants au niveau national et disposera, selon une vision de spécialisation des ports dans une activité déterminée, d'un pôle portuaire spécialisé. Concernant la liaison entre le port de Mostaganem et le chemin de fer, le ministre a souligné que la réalisation des projets structurants de chemin de fer "est devenue une priorité en raison de l'avantage de ce système et de sa grande contribution à la relance économique". Après avoir écouté une présentation de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements dans les chemins de fer, M.

Moudji a souligné que la réalisation de la ligne Mostaganem-Relizane est vitale, notamment dans le domaine du transport de marchandises, mais se fera selon les capacités financières, rationnellement et par étapes. Alors qu'il inspectait la gare ferroviaire de la ville de Mostaganem, le ministre a appelé les entreprises nationales à adopter des programmes de transport, que ce soit à travers l'exploitation de l'infrastructure ferroviaire ou le programme national d'implantation de bases logistiques, rappelant l'intérêt de l'Etat à développer le transport par chemin de fer. Lors de l'inspection de l'aéroport de Sayada, le ministre a instruit les responsables concernés d'utiliser cette installation, tout en leur accordant un délai de six mois pour démarrer l'activité au prorata de celle-ci, notamment dans le domaine de la formation au pilotage, de

l'évacuation sanitaire et de la poste aérienne, ainsi que l'étude de la possibilité d'agrandir la

piste de 1.500 mètres actuellement à 1.800 mètres.

R. R.

PROGRAMME "GUIDE CULTUREL"

## Le Musée de Sétif remporte le concours de l'ALECSO

Le Musée public national de Sétif a remporté le prix du concours "Guide culturel", un programme organisé par l'Organisation arabe pour l'Education, la culture et les sciences (ALECSO), dont les résultats ont été annoncés sur le site de l'Organisation.

La directrice du Musée public national de Sétif, Mme Khalafallah Chadia a affirmé que la distinction de son établissement qui a participé à l'événement en tant que représentant du ministère de la Culture et des Arts, vient récompenser son travail en matière de "consécration du message muséal auprès des enfants", à travers l'organisation de visites quotidiennes, outre "son programme visant à transmettre le message muséal aux établissements éducatifs et sociaux entre autres, notamment dans les zones éloignées".

Le Musée s'est également distingué depuis le début de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) par la programmation d'activités virtuelles sur les réseaux sociaux (facebook), comportant en plus des visites virtuelles au Musée, l'organisation de concours, de jeux et la projection de vidéos...etc, et ce dans le cadre de son activité visant à faire passer le message muséal et à maintenir le contact avec le public. Le programme du "Guide culturel" a connu une participation officielle et des candidatures individuelles de divers pays arabes. Des prix ont été remis dans d'autres catégories, tels que le prix d'"Excellence en matière de guide

muséal et culturel" (pour les autorités et les ministères) et le prix d'"Excellence en matière de guide muséal et culturel" (pour les musées et les sites archéologiques).

Organisé sous le slogan "Avec le passé, nous nous tournons vers l'avenir", ce programme vise à éveiller la positivité de la jeunesse arabe et à l'inciter à s'intéresser à son patrimoine, à le préserver et à le promouvoir, ainsi qu'à préparer un guide culturel de qualité, en lui fournissant les expériences et les qualifications requises.

Le programme tend, par ailleurs, à mettre en place une relation forte et qualitative entre les musées et les familles pendant et après la période cet événement. Le Musée national public de Sétif, créé en 1985 et devenu national en 1992, contribue à la dynamisation du mouvement touristique de la région, à la promotion du patrimoine à l'étranger et à la facilitation de l'accès pour les chercheurs, spécialistes en archéologie et étudiants aux recherches sur l'histoire de la wilaya. Cet établissement possède un actif conséquent et rare d'antiquités, à l'instar de la collection du site de Ain Boucherit, considéré comme la deuxième plus ancienne présence humaine au monde, ou encore des objets de poteries et de mosaïques romaines, ainsi que des poteries islamiques qui remontent aux périodes fatimide et hammadite, en plus d'une quantité de pièces de monnaie antiques, principalement romaine et ottomane, a indiqué la directrice.

R. R.

SKIKDA

## Des équipements de communications et télécommunications de la période coloniale récupérés

Le musée régional du Moudjahid Colone-Ali-Kafi de Skikda a récupéré des pièces d'équipements de communications et de télécommunications, utilisés pendant la guerre de libération nationale, a annoncé avant-hier la directrice du musée.

Ces équipements ont été remis par la Direction de la Poste et télécommunications de la wilaya de Skikda au musée comme don à l'occasion de la célébration du soixantenaire de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale (1962-2022), a précisé Samia Berber à l'APS.

Ces équipements sont des pièces d'appareils de communications et de télécommunica-

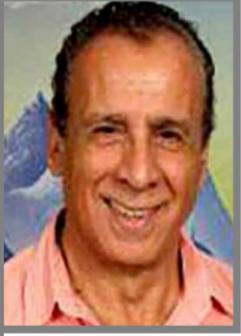
tions et une ancienne machine à écrire utilisée pendant l'époque de la colonisation française en Algérie, a ajouté la même responsable. Selon la même responsable, il sera procédé à l'occasion de la récupération de ces équipements, à l'aménagement d'un pavillon consacré aux communications et télécommunications pendant la guerre de libération nationale, au niveau du musée régional du Moudjahid, ce qui représente, dit-elle, un plus "très important" pour l'infrastructure.

La même responsable a également affirmé que la Direction de ce musée, situé à la cité Hocine Louzat en face de la gare routière de la ville de Skikda,

œuvre à récupérer le maximum de documents et d'archives remontant à l'époque coloniale, faisant état dans ce contexte de la collecte, depuis 2016, d'environ 200 documents originaux et de copies d'archives locales. Cela, en plus de copies de documents d'archives françaises, à savoir des journaux en langue française, des rapports de l'armée coloniale et d'autres de la police judiciaire française datant de l'époque coloniale, des PV d'arrestation et des mandats de recherche ciblant des militants algériens, en plus d'attestations d'incarcération et de détention et des rapports sur la résistance de Si Zaghoud.

APS

## LA VALEUR CIVILISATIONNELLE



PAR RACHID  
AMOKRANE

Auteur du bestseller  
«Betrayal, The dark side  
of love»  
Président de Smarttek  
Consulting Inc. (New  
York)  
Professeur et conseiller  
auprès de présidents de  
groupes

**« Il faut commencer par inciter les Algériens à se développer intérieurement, c'est-à-dire à développer leurs mentalités et faire tout pour atteindre leurs meilleures versions. Un pays ne peut se développer si ses citoyens ne se développent pas.**

Un pays ne peut avancer si ses citoyens ne développent pas leurs idées et leur façon de voir le monde.

Chaque Algérien est important et peut contribuer au développement de son pays. Les ressources extérieures de l'Algérie ne valent presque rien si l'Algérien ne va pas en lui-même pour découvrir ses forces intérieures qui peuvent faire de lui un être exceptionnel pour ensuite contribuer à la construction d'une Algérie forte de l'intérieur à travers ses valeurs et son histoire. Un pays où le pétrole coule à flot ne peut servir ses citoyens que si ceux-ci réalisent l'extraordinaire potentiel qui dort dans chacun d'eux.

Je parle ici bien-sûr de potentiel humain. Chacun Algérien doit réveiller ce GEANT qui dort en lui-même à travers le développement personnel et la découverte de son potentiel intérieur, invisible mais invincible. Tant que nous nous intéressons au tangible (Pétrole, gaz et autres ressources naturelles) au détriment de l'intangible (qui nous sommes réellement au fond de nos cœurs) l'Algérie vivra toujours des zones de turbulence et les récessions économiques deviendront choses courantes. Les jeunes d'aujourd'hui sont attirés par le gain "rapide"... Ils veulent savoir comment s'enrichir le plus vite possible.

Mais, malheureusement pour eux, ceci n'est bien sûr pas possible. Ils s'engouffrent dans cette brèche malgré tout, car ils pensent qu'ils y arriveront à force d'essayer ; mais il est impossible de gagner à long terme à travers

la facilité et la rapidité.

Il n'y a pas de traverse qui mène vers la réussite et la richesse bien méritée. Seul le sérieux et le travail y mènent. Si vous proposez à un jeune de travailler dans le domaine de l'agriculture ou du bâtiment surtout en tant que manœuvre, il vous rira au nez. Et même s'il doit tourner en rond tout le temps, il ne le fera pas, car dans sa tête, il pense que ce n'est pas un métier décent et que personne ne le prendra au sérieux.

Tout ceci démontre à quel point notre société a besoin de formation dans le développement personnel. L'important c'est qui vous êtes au fond de votre cœur à travers vos valeurs et ce que vous rendez comme service à l'humanité même, si c'est juste en balayant les rues. Le jour où les jeunes comprendront enfin que travailler comme manœuvre dans le bâtiment ou balayer les rues sont également des occupations applaudies par les anges, ils relèveront enfin la tête pour aller vers le succès et le bonheur.

Comme disait un grand écrivain : « Pour balayer les rues de manière qui mène vers la félicité, c'est le faire comme Beethoven qui joue de la musique, Shakespeare qui écrit de la poésie ou Michel Angel qui peint.

Le développement personnel veut dire découverte de soi, de son potentiel et de ses capacités et forces intérieures.

Nous sommes ce que nous pensons et le choix que nous faisons nous fera. Ceci veut dire que si nous faisons en sorte que nos pensées soient positives et saines, nos vies seront positives

et saines. Le contraire est malheureusement vrai aussi. Si nos pensées sont négatives et malsaines, nos vies le seront aussi. Le succès ne dépend donc pas des circonstances extérieures, bonnes ou mauvaises, mais il dépend surtout de la manière dont nous faisons face à ces mêmes circonstances. Notre avenir ne dépend pas du prix du baril de pétrole mais dépend

surtout de l'attitude mentale positive que nous entretenons vis-à-vis des difficultés de la vie. Et il faut savoir que nous progressons grâce aux difficultés et non grâce à la facilité. En Algérie, nous avons tendance à attendre que l'Etat nous serve sur un plateau d'argent tout ce dont nous avons besoin. Comment voulez-vous qu'un pays avance dans de telles conditions. Bien entendu on a tendance à vouloir blâmer et condamner les autres quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent. C'est trop facile bien sûr. C'est simple, si je n'ai pas réussi ma vie, il y a une seule personne à blâmer, moi-même. PERSONNE D'AUTRE. Comme disent les Américains, « As

within so without comes from within, without ». Bien entendu, un diplo qu'un bout de papier vous aider à trouver. Ce qui est important, c'est que vous êtes vos valeurs et principes. Vous pouvez être Docteur ou si vous n'avez pas vous n'êtes Docteur tout. Dans la vie, nous ne savons ce que nous sommes reproduisons sommes. Ce que vous votre cœur s'affiche tard. Voilà pourquoi le développement personnel ou verté du vrai soi est in Se développer c'est

## LA SANTÉ, U



PAR SANDRA FREYBURGER

Analyste politique française

**«LA SANTÉ EST UN MARCHÉ COMME LES AUTRES»**

Mohamed Kaci (Journaliste): «C'est une réalité que nous préférons ne pas voir. La santé est un marché comme les autres, avec ses tricheries, sa corruption, ses malversations. Et que dire de ces médicaments surfacturés, inopérants, voire dangereux ?» Bernard Dalbergue: «Mon laboratoire a été racheté par l'américain Merck & Co., MSD en France, et pendant un an et demi, j'ai travaillé avec eux et là, j'ai vu apparaître des pratiques qui ont été décrites par ailleurs dans La Presse, qui consistaient à impliquer des médecins dans des contrats de consultants ou autres pour lesquels tout était légal par ailleurs mais, le problème de cette histoire, c'est que, dans le même temps, ils étaient dans des commissions, soit à l'Agence française du médicament de l'Afssaps qui est aujourd'hui la NSM, ou experts pour l'EMA, l'Agence européenne de Londres qui donne les autorisations à l'échelle du continent européen.»

**«CES MÉDECINS TRAVAILLENT AVEC L'INDUSTRIE»**

Bernard Dalbergue: «Donc, c'est vraiment un conflit d'intérêts, les liens d'intérêts qui tournent au conflit d'intérêts et je n'ai pas voulu cautionner cela et c'est une des raisons pour lesquelles je suis parti. A partir du moment où des leaders d'opinion sont payés, parfois pendant plusieurs années, qui sont les leaders d'opinion? Ce sont les gens qui sont les sachants, les grands maîtres du savoir médical. Et à partir du moment où ces médecins travaillent avec l'industrie et parfois pendant des années et sont rémunérés pour des contrats divers et variés, allant du contrat de consultant à des contrats d'experts cliniques en passant par être orateurs dans les grands congrès

internationaux, de man transparente, d'ailleurs, plupart du temps, et bien comprendra que lorsqu'appelés par les agences, décider de la mise en p d'un médicament qui va concerner des milliers de des millions de gens, pa bien, leur avis peut être caution.»

**«IL Y A EU DES CRAS SANITAIRES EN FRA»**

Bernard Dalbergue: «D' est obligatoire de décl médecin a mangé pour à la cafétéria en face de et ça sera checké par le national de l'Ordre de ce sera public. Par cont

PAR SANDRA FREYBURGER

Analyste politique

**Un ex-cadre de Big Pharma nous dévoile le business malsain sur la santé. Bernard Dalbergue, médecin et ex-cadre de l'industrie pharmaceutique, nous expliquait les incroyables scandales sur la santé durant le «64' Grand Angle» diffusé sur TV5 Monde le 13 février 2014.**

**Alerté par divers troubles conc Ursula von der L l'actuelle président Commission euro le journaliste D Maïsto les a recou exposées dans Twitter purement dont chacun se f opinion. Extra**





# LE DU TRAVAIL ET DE L'EFFORT

Success not from...  
 même n'est...  
 qui peut...  
 un travail...  
 c'est la per...  
 à travers...  
 papes. Vous...  
 l'Etat mais...  
 de parole...  
 de rien du...  
 nous ensei...  
 avons mais...  
 qui nous...  
 êtes dans...  
 sera tôt ou...  
 le dévelop...  
 la décou...  
 portant...  
 t devenir

meilleur, c'est optimiser ses capacités individuelles, c'est remplacer ses défauts par des qualités, ses mauvaises habitudes par d'autres habitudes qui soient meilleures et salvatrices. Ralph Waldo Emerson affirmait d'ailleurs, 'Nous devenons ce à quoi nous pensons chaque jour et tous les jours. Inclure le volet Développement Personnel dans toutes formations serait un don du ciel pour les étudiants en général car c'est la seule route qui mène vers le succès spirituel, moral, intellectuel, physique et matériel. Le matériel venant en dernier bien sûr car il n'est important que si les autres facteurs sont bien ancrés dans son système.



## BÉNÉFICES COUPABLES

# UN BUSINESS COMME LES AUTRES ?

rière très...  
 la...  
 en, on...  
 ils sont...  
 s pour...  
 pharmacie...  
 a...  
 de gens...  
 parfois et...  
 sujet à

un contrat de consultant à 200 000 euros pour un leader d'opinion qui, 6 mois plus tard, va donner l'autorisation d'un médicament du dit laboratoire, personne ne le saura. Aux Etats-Unis, le crash du Vioxx a fait refondre complètement leur système sanitaire et tout est complètement transparent. Ce n'est pas le cas en France. Le diagnostic est fait depuis longtemps. Je ne suis pas le premier lanceur d'alerte qui le dit. Nous ne sommes pas les premiers. Ça fait des années que tout le monde le dit. Il y a eu des crash sanitaires en France, il y a eu le Médiateur, il y en aura d'autres si on ne change pas l'opacité complète qui règne sur

le sujet. Si on parle des médecins, qui décident, qui sont en relation avec l'industrie pharmaceutique, il faut comprendre qu'ils n'ont pas le choix.»

### «PERSONNE NE VEUT ABORDER CET ASPECT»

Bernard Dalbergue: «Ces grands savants, ces grands leaders d'opinion, que nous respectons tous et avec raison, n'ont pas d'argent des pouvoirs publics pour exister, hormis payer les salaires de leur personnel. Ils ne peuvent pas faire de recherche et s'ils n'ont pas l'argent pour faire des recherches, ils sont morts et la recherche française est morte. Donc, il n'y a que les industriels

qui peuvent leur apporter ça. Donc, il y a une espèce de prêt pour un rendu, une espèce d'omerta de la référence à l'argent qui fait avancer aussi leur carrière. Bon, voilà. Personne ne veut aborder cet aspect des choses alors qu'à chaque fois qu'on évalue un médicament, il est toujours possible de trouver quelqu'un qui n'a pas de lien d'intérêt avec le laboratoire.»  
 «Les enquêtes démontrent qu'il y a eu malversation volontaire»  
 Bernard Dalbergue: «Au jour d'aujourd'hui, des gens vont mourir et meurent et continueront à mourir des scandales du médicament, quelquefois pour de très bonnes raisons, parce que personne ne

l'aura vu et dans ce cas là, on ne peut pas reprocher à quiconque ni aux industriels de ne pas avoir vu arriver le coup. Bon, mais parfois, les enquêtes démontrent qu'il y a eu malversation volontaire, qu'il y a eu camouflage des informations et dans ce cas-là, la loi doit permettre aux patients de s'associer entre eux pour faire ces actions de groupe. Parce qu'au jour d'aujourd'hui, qu'est-ce qu'il se passe ? Chaque malade est obligé de déposer un recours et c'est le parcours du combattant. Il n'y arrive pas.»

### «CES INDUSTRIELS VONT EN INDE OU EN CHINE»

Bernard Dalbergue: «Tous les

grands groupes industriels, tous les majors de l'industrie vont faire leurs recherches cliniques pour mettre au point les données qui vont prouver l'efficacité ou non de leurs médicaments dans des pays où ça coûte beaucoup moins cher. Juste un ordre de grandeur pour faire entrer un patient ici en Europe dans une étude, ça va coûter 1500 à 1300 euros. Ces industriels vont en Inde ou en Chine. Ça va leur coûter 50 euros. Tout le monde aura compris. Et puis, en plus, ça va beaucoup plus vite dans ces pays parce que les lois sont beaucoup moins draconiennes. Il y a une législation beaucoup moins forte pour protéger les malades.»

## LA FACE CACHÉE DE L'UNION EUROPÉENNE

# LA FAMILLE VON DER LEYEN, L'UE ET LES LOBBYS

BYBURGER  
 française

es infos  
 concernant  
 Leyen,  
 nte de la  
 péenne,  
 Didier  
 upées et  
 un fil  
 factuel  
 era une  
 its.

Avant de quitter précipitamment Berlin pour Bruxelles en juillet 2019, où elle fut nommée présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen était la ministre de la Défense d'Angela Merkel. Un rapport a été rédigé par les députés issus de l'opposition, qui ont activement participé à la commission d'enquête parlementaire sur cette affaire. Un an de travail, et ces conclusions des députés Verts, libéraux-démocrates et du Parti de Gauche, qui sont accablantes : « Sous Ursula von der Leyen, la gestion du ministère était "un échec complet", avec des procédures de contrôle des contrats de consulting qui n'étaient pas respectées, et cachaient souvent des liens de copinage, de connivence entre hauts fonctionnaires et lobbyistes privés. »  
 « Il n'y a plus guère de doute sur la raison véritable qui a poussé Ursula Von der Leyen à fuir à Bruxelles », résume le chef du service investigation de Die Welt, Wolfgang Büscher, pour qui l'excheffe de la Bundeswehr est bien coupable « d'avoir laissé ces oiseaux parasites que sont les consultants privés

faire leur nid au ministère de la Défense, d'avoir donné les clés de la Défense nationale, à travers ces lobbyistes, aux intérêts des grandes compagnies du secteur de l'armement en particulier. »  
 Une affaire de famille(s)  
 Amie des lobbyistes au point de confondre les intérêts de l'État allemand avec les leurs, Ursula von der Leyen est à la ville l'épouse de Heiko von der Leyen, médecin et directeur médical d'Orgenesis Inc., société biopharmaceutique qui développe, fabrique et transforme des technologies et des services dans le domaine cellulaire et de la thérapie génique.  
 L'un des fils von der Leyen, David, 34 ans, fut associé chez McKinsey de 2015 à 2019. McKinsey est présent dans le monde entier et « accompagne les grands acteurs de l'industrie pharmaceutique et des dispositifs médicaux afin de les aider à anticiper les évolutions du secteur, concevoir des approches innovantes et développer les compétences qui garantiront leur performance durable et leur croissance rentable. »  
 Rappelons que McKinsey conseille au



plus près l'exécutif français sur la stratégie vaccinale, à prix d'or. Victor Fabius, fils du président du Conseil constitutionnel, y est directeur associé. Il accompagne les clients McKinsey dans l'identification de relais de croissance fondés sur une compréhension « fine » des consommateurs.

Selon deux sources contactées ce matin, n'ayant rien à voir entre elles et ne se connaissant pas, « les liens [du service de Victor Fabius, ndlr] avec la présidence de la République sont permanents et étroits, par le biais d'une sorte de "cellule grise" qui n'a pas d'existence officielle »

BÉNIN

## SIX MILITAIRES POURSUIVIS POUR COMLOT CONTRE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

Arrêtés en 2020, leur procès s'ouvre ce mercredi 13 juillet à la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Criet). Six militaires béninois seront jugés mercredi pour complot contre la sûreté de l'État et non dénonciation de crime, a rapporté, mercredi, le site Bénin Web Tv. D'après ce journal, « les mis en cause sont tous des militaires, en détention préventive depuis août 2020 » et « le cerveau du groupe serait un lieutenant en service à Toffo ». La Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Criet) avait souligné dans un communiqué en 2020 que les militaires avaient été interpellés « pour avoir posé des actes contraires à la paix, susceptibles de revêtir la qualification de terrorisme » au Bénin. « Certains de nos compatriotes ont effectivement été déférés devant la juridiction compétente, celle en charge des actes de terrorisme », avait confirmé dans un communiqué, Alain Orounla, porte-parole du gouvernement à l'issue du conseil des Ministres en juillet 2020. « Ils ont été mis sur écoute et ils étaient filés à leur insu. Le projet était avancé et ils envisageaient d'aller au Nigeria acheter des armes », avait souligné le gouvernement béninois. Les militaires auraient en projet, selon le gouvernement béninois, de prendre en otage le haut commandement militaire pour montrer qu'il y a malaise dans le pays. Il n'y a pas eu un début d'action avant leur arrestation.

### ILS ONT ÉTÉ INFILTRÉS, ÉPIÉS ET SURVEILLÉS.

Selon Bénin Web Tv, les intéressés avaient été très vite appréhendés en juillet 2020 et placés en détention le 02 août de cette même année. Quatre d'entre eux sont détenus à la prison civile d'akpro-Misséré et les deux autres à la prison civile de Cotonou.

C'est la deuxième fois sous la présidence de Patrice Talon que le Bénin évoque une situation de tentative de coup d'Etat. En août 2019, une affaire similaire avait déjà fait grand bruit au lendemain de la célébration de la fête de l'indépendance et des militaires avaient été arrêtés sans qu'il y ait de suite dans ce dossier.

I. L.

ABIDJAN DÉMENT FERMEMENT QUE SES 49 SOLDATS SOIENT DES « MERCENAIRES »

# La Côte d'Ivoire demande au Mali de libérer « sans délai » les militaires arrêtés

Les autorités ivoiriennes ont demandé, le 12 juillet, au Mali de libérer « sans délai, les militaires ivoiriens injustement arrêtés ». Bamako accuse les 49 soldats d'être des « mercenaires » venus déstabiliser la transition. Abidjan dément fermement.



Dans son communiqué, le Conseil de sécurité ivoirien dément point par point les accusations faites par les autorités maliennes au sujet des 49 militaires arrêtés dimanches 10 juillet à l'aéroport de Bamako. Il affirme que tout est en ordre pour l'arrivée du contingent. Avant la réunion du Conseil de sécurité, le silence de l'État ivoirien commençait à interpeller, 48 heures après les arrestations et 24 heures après l'intervention télévisée du colonel Abdoulaye Maïga, porte-parole de la junte malienne. Il y expliquait alors que les soldats avaient dissimulé leur profession, qu'ils étaient entrés sur le territoire sans ordre de mission et les désignait comme « des mercenaires », dont le dessin funeste était de briser la dynamique de refondation et de sécurisation du Mali, rapporte notre correspondant à Abidjan, Youenn Gourlay. D'abord, Abidjan confirme que ces hommes se trouvent au Mali dans le cadre des opérations de la Minusma, la mission de maintien de la paix

des Nations unies. Ils apportent leur soutien au contingent d'un pays contributeur – en l'occurrence l'Allemagne – pour les opérations des « éléments nationaux de soutien » (NSE). Tout cela dans un système de sous-traitance complexe : le contingent allemand utilise les infrastructures d'une société privée, Sahel Aviation Service (SAS), qui elle-même loue les services des soldats ivoiriens pour la sécurité de ses entrepôts.

Ainsi, sept contingents ivoiriens se sont succédé à l'aéroport de Bamako depuis la signature en juillet 2019 d'« une convention » avec les Nations unies, rappelle le communiqué. Celui-ci aurait été le huitième. D'autre part, le Conseil de sécurité ivoirien confirme que l'ordre de mission du contingent a été transmis aux autorités aéroportuaires maliennes. « Le ministère des Affaires étrangères et le chef d'état-major malien en ont reçu copie », affirme-t-il. Enfin, Abidjan assure que ses hommes n'étaient pas armés à leur arrivée, car « les

armes se trouvaient dans un autre avion ».

Malgré cet incident, les autorités ivoiriennes assurent qu'elles « continueront d'œuvrer pour le maintien d'un climat de paix entre la Côte d'Ivoire et le Mali » et appellent également les populations à la retenue.

### CONFUSION À L'ONU

À l'ONU et dans l'esprit des diplomates de la plupart des pays concernés par cette affaire, c'est la surprise et la circonspection qui dominent, souligne notre correspondante à New York, Carrie Nooten. Prévenue bien en aval de l'arrestation des 49 Ivoiriens, l'ONU a lancé mardi ses équipes vérifier différentes pistes et incohérences sur place. Mais alors que lundi, le porte-parole de la Minusma Olivier Salgado indiquait dans un tweet que ces militaires faisaient effectivement partie d'« éléments nationaux de soutien » logistique à la Minusma, après avoir épluché les fichiers de personnel, un très haut responsable des Nations unies en est sûr :

sous couvert d'anonymat, il affirme que ces hommes n'ont pas le statut d'éléments nationaux de soutien. Une affirmation qui contredit les propos tenus avant lui par plusieurs porte-paroles onusiens et par conseil national de sécurité ivoirien mardi.

RFI en a eu la confirmation exclusive. Impossible de fait pour New York de déterminer dans quel cadre ces soldats ont été dépêchés à Bamako, ni leur lien contractuel avec la société censée les embaucher, Sahel Aviation Service.

Les armes du contingent transportées dans le deuxième avion n'auraient ainsi, par déduction, jamais été autorisées par les Nations unies non plus. Le ministre des Affaires étrangères malien est actuellement à New York pour un forum sur le développement durable. Il pourrait évoquer ce dossier avec le secrétariat de l'ONU qui, de son côté, est soucieux de préserver la « dynamique positive » mise en place au dernier sommet de la Cédéao. **I.M./avec Rfi**

TUNISIE

## LA CENTRALE SYNDICALE APPELLE LE GOUVERNEMENT À REPRENDRE LE DIALOGUE

L'Union générale tunisienne du travail (Uggt - centrale syndicale) a appelé, mardi, le gouvernement à retourner sans délai à la table des négociations, se disant prête à discuter de tous les dossiers en toute transparence.

Lors de la rencontre entre le

secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail, Nouredine Taboubi, et une délégation du Fonds monétaire international en visite en Tunisie depuis le 4 juillet. L'appel a été lancé par le secrétaire général de l'Uggt, Nouredine Taboubi, lors de sa rencontre au siège de la centrale syndicale, dans la capitale Tunis, avec une délégation du Fonds monétaire international (FMI), selon ce qui a été rapporté par l'organe de presse du principal syndicat du pays, « Echaab news ».

L'Uggt a appelé « à la reprise immédiate du dialogue », se disant prête « à discuter de tous les dossiers en toute transparence ». Elle exige en ce sens du gouvernement qu'il «

révèle son véritable programme, ainsi que l'échange de données ». « Un dialogue sérieux et responsable est le seul moyen à même de permettre la mise en œuvre d'un programme de réformes tuniso-tunisien », indique la centrale syndicale. L'Uggt a souligné « l'importance de préserver le pouvoir d'achat des salariés, de veiller à la crédibilité des négociations et de mener des réformes courageuses qui permettent de libérer le potentiel de l'économie tunisienne ».

Il y a deux semaines, l'organe administratif de l'Uggt (la plus haute instance) a annoncé une grève générale dans le secteur public, et chargé le bureau exécutif d'en fixer la date ultérieurement.

Une grève générale de 24 heures à l'appel de l'Uggt avait déjà touché des pans entiers du service public en

Tunisie, le 16 juin dernier, et provoqué une paralysie du pays. Le FMI a entamé la semaine dernière des négociations avec la Tunisie.

L'objectif pour Tunis est de trouver un accord autour d'un quatrième plan d'aide, de près de 4 milliards de dollars, après les prêts déjà accordés au pays en 2013, 2016 et 2020.

La Tunisie est en proie à de graves difficultés économiques et financières, avec une dette de plus de 100% du PIB, une inflation qui dépasse 6%, une croissance faible de près de 3% et un taux de chômage culminant à plus de 18%.

A. A.

HANDBALL/CAN-2022

# Défaite de l'Algérie devant la Guinée



La sélection algérienne de handball (messieurs) a mal entamé la 25e Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 de handball au Caire (11-18 juillet) en se faisant battre largement par la Guinée (22-28), mi-temps (14-10) en match comptant pour la 2e journée (Groupe B) de la phase de poules de la compétition. Le sept algérien mené en début de match (1-3) par une surprenante équipe

guinéenne très agressive, a du attendre le 2e quart d'heure de la partie pour prendre la mesure de son adversaire et finir la mi-temps (14-10) en sa faveur.

En seconde période, les Guinéens sans se décourager, reviennent à la hauteur devant une équipe algérienne méconnaissable (16-16) à la 37e minute, exploitant la fébrilité de la défense algérienne (19-19) battue à chaque offensive

guinéenne qui a même pris l'avantage (22-20 - 45e). Jetant toutes leurs forces dans la bataille, les Berkous, Hellal, Arib et autre Rahim ont buté sur une solide défense guinéenne et son excellent gardien auteur de plusieurs arrêts décisifs avant de terminer la rencontre sur un passif de six buts (22-28).

A la faveur de ce succès, le second après le premier contre le Gabon (35-22) lundi lors de la

première journée, la Guinée termine en tête du groupe B avec quatre points et valide ainsi son billet pour les quarts de finale.

Le deuxième billet qualificatif se jouera entre l'Algérie et le Gabon mercredi à 16h30 (algérienne), à la salle Hassan Moustafa du Caire (Egypte). Pour rappel, les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale.

R.S.

ATHLÉTISME / MONDIAUX 2022

## La sélection algérienne à pied d'œuvre à Eugène

La sélection algérienne d'athlétisme seniors messieurs, composée de sept athlètes, a embarqué avant-hier matin, de l'Aéroport international d'Alger, pour rallier les Etats-Unis, où elle doit prendre part aux Mondiaux 2022, prévus du 15 au 24 juillet courant, à Eugène. "La délégation a embarqué à destination de Rome, avant de se séparer en deux groupes, pour rallier Portland, qui sera leur dernière escale avant de rejoindre Eugène" a détaillé à l'APS le Directeur des équipes nationales (DEN), Mahfoud Bouhouche.

Initialement, l'Algérie devait participer à ces Mondiaux avec huit athlètes, mais victime d'une blessure de dernière minute, le triple sauteur Yasser Mohamed-Tahar Triki a dû déclarer forfait.

Ainsi, la participation algérienne aux Mondiaux d'Eugène se limitera finalement à sept athlètes, dont trois coureurs du 800 mètres, en l'occurrence : Slimane Moula, Djamel Sedjati et Yacine Hathat.

Il y aura également Billel Tabti et Hicham Bouchicha sur le 3000 mètre steeple, alors que les deux derniers représentants algériens à ces Mondiaux seront les hurdlers Amine Bou-

nani et Abdelmalik Lahoulou, qui seront engagés respectivement sur le 110 mètres/haies et le 400 mètres/haies.

Tabti et Bouchicha seront les premiers à faire leur entrée en lice, et dès la première journée de compétition, prévue vendredi prochain, en s'alignant sur les séries du 300 mètres / steeple, prévues à partir de 17h15 (heure locale, +8 heures algériennes), suivant le programme dévoilé dimanche dernier par les organisateurs.

Lors de la deuxième journée de compétition, prévue le lendemain samedi, ce sera au tour des hurdlers Amine Bouanani et Abdelmalik Lahoulou de faire leurs débuts, respectivement sur le 110 mètres/haies et le 400 mètres/haies.

Bouanani débutera les séries à 11h25, avant que Lahoulou ne lui emboîte le pas un peu plus tard d'après-midi, vers 13h30, en prenant part aux séries du 400m/haies.

Les demi-finales de ces deux épreuves sont prévues le 17 juillet, à partir de 17h05, alors que les finales sont programmées à 24 heures d'intervalle.

En effet, en cas de qualification, Bouanani sera le premier à faire son entrée

en lice, le 17 juillet, à 19h30, alors que Lahoulou devra attendre le lendemain, 18 juillet, pour disputer sa finale, prévue à partir de 19h50.

La quatrième journée de compétition, prévue le 18 juillet, verra le tandem Tabti - Bouchicha disputer la finale du 3000 mètres/steeple, prévue à partir de 19h20.

La sixième journée de compétition verra l'entrée en lice du trio: Slimane Moula, Djamel Sedjati et Yacine Hathat, qui seront tous engagés sur le 800 mètres. Leur phase des séries est prévue à partir de 18h20, alors que les demi-finales sont prévues le lendemain, à partir de 19h00.

Selon les organisateurs, un total de 1900 athlètes, représentant 192 pays, seront engagés dans ces Mondiaux 2022 d'athlétisme, prévus au stade Hayward Field, alors que les épreuves sur route (ndlr, marathon et marche) se déroulent à travers les rues d'Eugène. Sur les 43 vainqueurs individuels de l'édition 2019 à Doha, 37 défendront leurs titres à l'occasion des Mondiaux d'Eugène. 42 médaillés d'or individuels aux Jeux olympiques de Tokyo seront également présents.

APS

FOOTBALL

## ZEFIZEF DJAHID PREND SES FONCTIONS À LA TÊTE DE LA FAF

La cérémonie officielle de passation des pouvoirs entre le président sortant de la Fédération algérienne de football, Charaf-Eddine Amara, et le nouveau président élu, Zefizef Djahid Abdelouahab, s'est déroulée avant-hier au siège de la FAF à Alger. La passation des compétences présidentielles des mains de Charaf-Eddine à celles de Zefizef a été actée par la signature du procès-verbal préparé par la Commission de passation des consignes présidée par Guernouz Mohamed, assisté des membres Kemmouche Khelifa et Nnaïb Sid Ali, précise la FAF dans un communiqué publié sur son site officiel. Avant de procéder à la signature, les deux responsables ont eu des échanges portant sur plusieurs aspects liés à la gestion de la FAF et des dossiers en cours, souligne la même source. Outre les deux signataires, la cérémonie de passation a vu la présence de deux membres élus du nouveau Bureau fédéral, Merbout Djamel et Arab Azeddine, du président de la Commission de passation des consignes, Guernouz Mohamed, des deux membres de ladite commission, Kemmouche Khelifa et Naïb Sid Ali et, enfin, du Secrétaire général de la FAF, Dbichi Mounir. Immédiatement après la fin de la cérémonie, le nouveau président de la FAF a rejoint son bureau pour entamer son travail à la tête de l'instance fédérale. Pour rappel, Zefizef Djahid a été élu nouveau président de la Fédération algérienne de football, lors de l'Assemblée générale électorale, tenue jeudi au Centre de conférence du stade 5 juillet (Alger). Il a obtenu 52 voix contre 34 voix pour l'autre candidat, l'ancien international Abdelhakim Serrar, tandis que cinq bulletins sont considérés nuls. Zefizef succède à Charaf-Eddine Amara qui avait annoncé sa démission le jeudi 31 mars dernier, deux jours après l'élimination de l'équipe nationale en match barrage de la Coupe du monde 2022 au Qatar (21 novembre - 18 décembre), au terme de sa double confrontation face au Cameroun (aller : 1-0, retour : 1-2, a.p).

A.D.

BASKET / 19E CHAMPIONNAT ARABE (U18)

## L'ALGÉRIE PRÉSENTE AU RENDEZ-VOUS DU CAIRE DU 14 AU 21 JUILLET

La 19e édition du championnat arabe de basketball de la catégorie d'âge (U18) se déroulera du 14 au 21 juillet au Caire (Egypte) avec la participation de six pays (06) dont l'Algérie, a indiqué l'instance arabe de la discipline sur son site officiel. Outre l'Algérie seront présent à cette compétition, l'Egypte (pays organisateur), les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, Koweït et Qatar. La dernière participation algérienne au rendez-vous arabes des U18, remonte à la 17e édition organisée également dans la capitale égyptienne en juillet 2018, à l'issue de laquelle les jeunes algériens s'étaient classés à la 4e place suite à leur défaite devant leurs homologues tunisiens par (50-79) en match de classement. Les sélections algérienne et tunisienne avaient été éliminées en demi-finales devant respectivement le Bahreïn (50-70) et l'Egypte (45-50). Lors du 1er tour, le cinq algérien avait enregistré quatre défaites devant l'Egypte (48-96), la Tunisie (56-58), le Bahreïn (42-89) et les Emirats arabes unis (51-69), contre deux victoires devant le Soudan (65-27) et la Jordanie (85-82 après deux prolongations).

Outre l'Algérie, six pays avaient pris part à l'édition 2018: le Bahreïn, l'Egypte, la Tunisie, le Soudan, la Jordanie et les Emirats arabes unis.

Ayman D.

ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR MAROCAIN ET HOLLYWOODIEN HICHAM HAJJI

# Les 5 Q dans le cinéma marocain



Par Abderrahim ECHCHAFII - journaliste de la presse cinéma

● **Monsieur Hicham Hajji vous êtes un scénariste, réalisateur et producteur marocain et hollywoodien parlez-nous de votre dernier film et de vos expériences cinématographiques au Maroc ?**

Avant de parler de mes films, mon expérience dans le cinéma au Maroc date depuis 2005 où j'ai commencé à travaillé au plus bas de l'échelle. J'ai commencé ma carrière en tant qu'assistant de production, coursier, chauffeur, pour décider de devenir Zeme assistant réalisateur qui m'a fait découvrir le vrai métier pour évoluer ensuite en tant que 1er Assistant Réalisateur, puis directeur de production, puis producteur et par la suite réalisateur. Donc je me suis forger depuis le bas de l'échelle en travaillant avec presque toutes les productions et de nombreux réalisateurs Marocain jusqu'à ce que je décide un jour que je pouvais faire pareil, et c'est là où j'ai créé ma société de production H Films. Et ce n'est qu'après avoir produit plusieurs films et spot publicitaire et que je me suis fait un CV respectable que je suis parti à Hollywood.

● **Comment voyez-vous la production cinématographique au Maroc par rapport au monde arabe ?**

Je ne pourrai jamais comparer au cinéma du monde arabe car je ne le connais pas. J'ai grandi avec le cinéma américain, et c'est le cinéma que j'ai toujours rêvé de faire. Le Maroc a un cinéma assez récent,

et la génération d'avant nous a fait beaucoup pour que ce dernier voit le jour, maintenant c'est à nous d'en faire une industrie.

● **Est-ce que pour vous les productions cinématographiques et télévisuelles au Maroc ajoutent quelque chose d'intellectuel et d'humain au peuple marocain ou s'agit-il simplement de profits matériels qui n'ont rien à voir avec les gens ?**

Alors justement, beaucoup de cinéastes pensent, ou veulent, faire de films « humains » qu'ils appellent films d'auteurs, pour parler des problèmes de société, il y en a qui le font plus ou moins bien, et d'autres qui profitent d'un système de financement pour faire leur petit film et raconter leur histoire sans se soucier réellement de ce que veulent les gens. Personnellement je pense qu'il y a assez de misère et de problèmes de société connus par tous, et qu'il faut faire un cinéma plus commercial qui va permettre aux gens d'aller consommer un cinéma Marocain en allant dans les salles, mais aussi savoir faire un cinéma intellectuel qui a du soft power mais qui serait aussi commercial afin de créer une industrie. Parce qu'on ne peut pas dire qu'on a une industrie tant que ces dits films marocains ne sont pas rentables. Et pour que ça soit rentable, il faut que ça donne envie aux gens d'aller les voir en payant leurs tickets.

● **Quels sont les obstacles rencontrés par les cinéastes au Maroc, et y a-t-il un monopole sur ce métier de la part de Bak Sahbi ?**

C'est quoi Bak Sahbi? Moi je dirai NTA SAHBI. Bak on s'en fou.

Évidemment qu'on veut faire des films avec nos amis avec lesquels on a travaillé et dont on a entière confiance. Évidemment j'ai envie de travailler avec mes amis dans tous les secteurs dont je sais qu'ils vont livrer leur projet. Non je n'ai pas envie de travailler avec quelqu'un qui promet des lunes et qui quitte le projet ou que je vire à la moitié du film. Il y a tellement de ces gens là.

Moi j'ai commencé tout en bas de l'échelle, jamais mon père n'a intervenu pour que je rentre dans ce métier. D'ailleurs même si un ami me propose de faire travailler son fils, je le mettrai tout en bas de l'échelle et verrai ce qu'il vaut, et s'il n'est pas bon, je ne le reprendrai plus. Et s'il est bon tant mieux. On est toujours à la recherche de gens sérieux, talentueux et qui travaillent dur, peu importe qui les recommandent, que ça soit leur père,



ou même le chauffeur de production. On essaie de donner la chance à ceux qu'on nous promet prometteurs.

● **Est-il possible de parler de l'existence d'une industrie cinématographique au Maroc, comme certains le prétendent, ou s'agit-il seulement de productions sur la pointe des pieds ?**

Comme je l'ai dit plus haut, pour parler d'une industrie, il faut parler d'un cinéma rentable, et on n'en est pas encore là. Pour l'instant, 95% des films marocains sont entièrement financés par le Centre Cinématographique Marocain. Pour parler d'une industrie, il faudra de l'investissement privé et des recettes ce qui donnera envie aux investisseurs de réinjecter des fonds.

DU 24 JUILLET AU 24 OCTOBRE À ALGER

EXPOSITION «SUMMER COLLECTION»



L'exposition englobera les œuvres de huit artistes de différents horizons, notamment algériens, Abdelmalek Madjoubi, Zoubir Hellal, Ali Boukhalfa et Karim Sifaoui qui exposeront dans les domaines de la peinture, des arts plastiques, de l'architecture, du design et de la sculpture, outre les artistes arabes Ghaleb Hawila (Liban), Mohamed Al-Ameri (Jordanie), Wael Darwish (Egypte) et la jeune artiste Zeyneb Chiaa (Mauritanie). «Summer collection» se veut un espace pour la valorisation d'œuvres portant un message d'humanité représentant une identité culturelle et une valeur artistique à même de contribuer au développement et à l'essor du marché de l'art en Algérie, avec des toiles de brillants artistes de calligraphie arabe moderne, d'art abstrait et de symbolisme.

R. C.

JOURNÉES CULTURELLES ALGÉRIENNES À BRUXELLES

## Des artistes algériens célèbrent le 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale

Des plasticiens, photographes et cinéastes algériens ont prit part hier aux Journées culturelles algériennes en Belgique, qui se clôtureront aujourd'hui, à l'Institut européen de la Culture arabe de Bruxelles, à l'occasion des célébrations du 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, annoncent les organisateurs. Coordonnées en collaboration avec le ministère de la Culture et des Arts, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) et l'Ambassade d'Algé-

rie auprès du Royaume de Belgique, ces Journées culturelles algériennes à Bruxelles, accueilleront une exposition des œuvres de 13 artistes plasticiens et photographes ainsi que cinq projections de films entre longs, courts métrages et documentaires. Ainsi, ces journées donneront de la visibilité à 19 œuvres des plasticiens et photographes, Mohamed Chafa Ouzzani, Hakim Tounsi, Narimane Ghlamallah, Younes Kouider, Nouredine Chegrane, Amel Laimeche, Nouredine Hamouche,

Mohamed Azzoug, Orkia Marghiche, Nedjoua Seraa, Karim Nazim Tidafi, Hadjeb Douadi et Merine Hadj-Abderrahmane. Dans le même élan de célébration, les longs métrages, "Héliopolis" de Djaffar Gacem et, "Le sang des loups", thriller de Amar Sifodil, les documentaires, "Emir Abdelkader" de Salem Brahimi, et "Algérie vue du ciel" de Yann Arthus-Bertrand, ainsi que le court métrage, "Les Tisseuses de liens" de Mourad Hamla, seront présentés au public durant ces deux jour-

nées, dans la salle de projection de l'Institut. La clôture des Journées culturelles algériennes à Bruxelles aura lieu dans l'enceinte de l'Institut Européen de la Culture Arabe, avec le compositeur et musicologue algérien, Salim Dada qui mettra en valeur quelques unes de ces pièces trempées dans la richesse du terroir musical algérien, et l'orchestre à cordes "Boho Strings" qui proposera un patchwork bigarré entre musique occidentale et orientale.

R. C.



# Que se passerait-il si la Russie arrêta définitivement ses livraisons de gaz ?

Alors que les pays européens s'efforcent – tant bien que mal – de remplir leurs stocks de gaz, le gouvernement français prépare les esprits à un hiver qui s'annonce rude.

Par Mariana Abreu

L'Allemagne et, avec elle, l'Europe sont entrées ce lundi 11 juillet dans une période de grande incertitude sur la suite de leurs importations de gaz russe. Avec le départ en maintenance des deux gazoducs Nord Stream 1, l'approvisionnement risque de se tarir complètement alors même qu'il se fait de plus en plus rare depuis plusieurs semaines.

Le gouvernement a appelé dimanche à «se mettre rapidement en ordre de bataille» pour faire face à l'éventualité d'une coupure totale des approvisionnements en gaz russe. Inflation, pauvreté énergétique, récession... quel serait le scénario pour l'Europe après une coupure totale du gaz russe ?

En France, comme en Europe, beaucoup d'industries dépendent directement du gaz. Déjà en difficulté aujourd'hui, pas moins de la moitié serait contrainte de mettre la clé sous la porte si la Russie venait à arrêter ses exports, selon Thierry Bros, enseignant à Sciences-Po et conseiller membre du EU-Russia Gas Advisory Council.

## LA FRANCE MOINS EN DANGER ?

«Pour nombreuses de ces industries, qui ne peuvent pas augmenter leurs prix, le coût du gaz est déjà très élevé, explique l'enseignant. Parce qu'il est si élevé, elles doivent limiter ou arrêter leur production. C'est déjà le cas en Allemagne.»

Asphyxié par le coût galopant du gaz, le géant de la chimie allemande BASF est contraint de limiter sa production. Pour la société Uniper, premier importateur de gaz russe du pays, les pertes s'élèvent à 900 millions



d'euros par mois. Dimanche, à l'occasion des Journées économiques d'Aix-en-Provence, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, décrivait une France dans une situation «plus favorable» que ses voisins. Mais pour Thierry Bros, personne n'est préservé.

«Cela arrivera plus vite en Allemagne car le pays est plus industrialisé que la France, mais ça sera le cas dans toute l'Europe», affirme-t-il. Si la Russie arrête ses exports, le scénario ne laisse aucun doute, la France fait face à un risque certain de récession.

## CHOISIR ENTRE MANGER ET SE CHAUFFER ?

Si les industries sont sur la première ligne de front, les ménages n'en seront pas pour autant épargnés, selon Nathan Piper, responsable de la recherche sur le pétrole et le gaz chez Investec.

«Les factures d'énergie des citoyens augmentent déjà et continueront probablement à augmenter. Cela favorise le risque de pauvreté énergétique, il n'est pas exclu que des per-

sonnes doivent choisir entre manger et se chauffer», affirme l'analyste.

Le gouvernement français assure avoir préparé pour l'hiver une série de mesures destinées à prioriser les ménages. «Évidemment on préserve les ménages et [...] on ne coupe pas les usines ou les transports en commun», a détaillé la Première ministre, Elisabeth Borne, samedi.

Des boucliers tarifaires divers et variés qui visent à préserver les ménages français de la pauvreté énergétique, mais qui reposent sur un équilibre fragile, selon Nathan Piper.

«Les gouvernements peuvent essayer de les subventionner pendant un certain temps, mais ça sera de plus en plus difficile au fur et à mesure que les prix continueront d'augmenter.»

## LE RETOUR DE LA «CHASSE AU GASPI» ?

Lors de son intervention aux Journées économiques d'Aix-en-Provence, le ministre de l'Economie a fait appel à la responsabilité individuelle. «Il faut répartir l'effort entre administra-

tions, particuliers et entreprises», a expliqué Bruno Le Maire

Rouler moins vite sur l'autoroute, baisser son chauffage en dessous de 20 °C, autant de recommandations faites aux ménages français pour atteindre la sobriété énergétique en cas de pénurie. Des efforts qui rappellent la «chasse au gaspi» de 1979, une campagne lancée par l'Etat lors du deuxième choc pétrolier, pour inciter les automobilistes à conduire le plus économiquement possible.

Pour faire face au risque de pauvreté énergétique, le gouvernement a également promis la mise en place de mécanismes ciblés, dont la possibilité d'une facture proportionnelle aux revenus.

«Il faudra, à partir du 1er janvier 2023, que sur l'électricité et sur le gaz, on aide davantage ceux qui en ont besoin. Il faut aussi qu'il y ait des augmentations pour ceux qui peuvent se le permettre. Cela veut dire qu'on tiendra compte du niveau de revenu des personnes», a indiqué Bruno Le Maire

dimanche sur LCI.

## «LE CONTRAIRE D'UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE»

A la suite de l'invasion de l'Ukraine, des chercheurs avaient vu dans la guerre une opportunité pour un tournant énergétique européen. Associer le gaz et le pétrole russes à l'ennemi pour passer aux sources d'énergie verte aurait pu permettre à l'Europe de franchir le cap de sa transition énergétique.

Aujourd'hui, il n'en est rien, selon Nathan Piper. «Ce qui est en train de se produire, c'est le contraire d'une transition énergétique, explique l'analyste. L'alternative au gaz russe, c'est le charbon et les énergies fossiles. Actuellement, on atteint une demande record de charbon.»

Une réalité corroborée par Thierry Bros. «On brûle du charbon. On peut être extrêmement dogmatique et avoir une crise qui va durer huit ans au lieu de cinq ans. A ce moment-là, il n'est pas du tout sûr qu'on aille vers une transition énergétique, ça c'est certain.»

L'OBS

## Inflation en France

### Le SMIC net mensuel va de nouveau augmenter le 1er août

Par Leïla de Comarmond

Après la hausse légale du 1er janvier, puis une autre le 1er mai, le SMIC va augmenter pour la troisième fois depuis le début de l'année le 1er août. C'est une nouvelle conséquence de la reprise de l'inflation. Actuellement de 10,85 euros, le taux horaire brut du SMIC devrait franchir le 1er août la barre des 11 euros, à 11,06 euros. Le salaire minimum mensuel brut devrait, lui, passer de 1.645,58 euros par mois pour 35 heures de travail hebdomadaires à presque 1.680 euros, en hausse de 33 euros. En net, il devrait passer de 1.302,64 euros à 1.329 euros environ. Cette nouvelle hausse est la conséquence de la poursuite de celle

des prix, mesurée par l'inflation (hors tabac) pour les ménages les plus pauvres. La loi prévoit en effet qu'en cours d'année, à chaque fois que cet indicateur augmente d'au moins 2 % par rapport à la dernière augmentation du SMIC, cette hausse est répercutée intégralement le 1er du mois suivant la publication de l'information. Cet indice a progressé de 2,01 % depuis le 1er mars. Sur 2022, la hausse cumulée atteint 5,2 % correspondant à environ 80 euros bruts et 60 euros nets de revalorisation.

Année exceptionnelle  
Ce mécanisme s'ajoute à l'augmentation qui intervient chaque année automatiquement au 1er janvier

et tient compte non seulement de la hausse des prix mais aussi du gain de pouvoir d'achat du salaire horaire de base des ouvriers et des employés. Le gouvernement a aussi la possibilité de donner un coup de pouce mais si cette possibilité a été utilisée une fois par François Hollande, Emmanuel Macron, lui, n'en a jamais fait usage. Avec au moins trois revalorisations, l'année 2022 s'annonce déjà comme exceptionnelle concernant le salaire minimum. Il faut remonter aux années 1980 pour retrouver un tel scénario. A la fin des années 1970, il n'était même pas rare d'avoir jusqu'à cinq hausses dans l'année. L'augmentation du SMIC au 1er août va de nouveau impacter fortement les

minima de branche. Après la revalorisation du 1er mai, le ministère du Travail avait dénombré 146 branches démarrant sous le SMIC sur le total de 171 couvrant plus de 5.000 salariés, soit 85 %. Ce nombre est descendu à 112, correspondant à 65 % le 1er juillet. Il va donc remonter. Le gouvernement a annoncé son intention de renforcer sa pression sur les branches en la matière dans le cadre du projet de loi sur le pouvoir d'achat avec une menace de fusion des branches récalcitrantes. Sachant qu'elle se concentrera uniquement sur les plus mauvais élèves, «dont les minima sont inférieurs au SMIC sur une longue période, supérieure à un an».

Les Echos



## 500 GRAMMES DE DROGUE DURE ET 8 KILOS DE CANNABIS SAISIS

Les services sécuritaires de la wilaya d'Alger, représentés par ses équipes et brigades de police judiciaire, ont traité, en juin dernier, plusieurs dossiers relatifs à : atteintes aux personnes et aux biens, crimes et délits contre la famille et l'objet public, port d'arme blanche prohibé, trafic de drogues en plus des délits commis sur Internet. Concernant les affaires de drogue, près de 08 kilos de cannabis

ont été saisis, plus de (20 800) comprimés psychotropes, et plus de 500 grammes entre cocaïne et héroïne, en plus de (14) flacons de solutions narcotiques. Après avoir accompli les procédures judiciaires, les suspects ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes de la wilaya d'Alger. C'est ce qu'indique un communiqué de la DGSN dont nous avons reçu copie ce mercredi. Un second communiqué émanant de

la même source annonce également que les services de police ont enregistré pas moins de 12 157 infractions au code de la route, ainsi que 61 accidents de la circulation, cela durant cette même période du mois de juin. Le même document parle de 126 locaux commerciaux fermés, à la suite de pas moins de 1407 opérations de surveillance et d'inspections menées sur le terrain durant cette même période.

A.D.

Alger  
23°

Ouargla  
29°

Constantine  
21°

Oran  
22°

16

FADJR 03:30	DOHR 12:49	ASR 16:39	MAGHREB 20:08	ISHA 21:54
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / JEUDI 14 JUILLET 2022 // N°345//PRIX 20 DA

21 ÉLÉMENTS DE SOUTIEN AUX GROUPES TERRORISTES ARRÊTÉS, PLUS DE 5 QX DE DROGUES DÉJOUÉES

## L'ANP veille au grain

**Durant la période du 29 juin au 12 juillet 2022, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté plusieurs opérations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic. Des résultats de qualité ont été obtenus.**

Meriem Djouder

Selon un communiqué du MDN publié hier, « des détachements de l'ANP ont arrêté 21 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, alors que d'autres détachements de l'ANP ont découvert et détruit une casemate pour terroristes et 6 bombes de confection artisanale à Tébessa et Ain Defla», précise le communiqué.

Par ailleurs, « dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contre-carrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, 6 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 2 quintaux et 41 kilogrammes de kif traité, alors que 19 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 2 quintaux et 71 kilogrammes de la même substance et 172 601 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à



travers les Régions militaires», poursuit le MDN. D'autre part, des détachements de l'ANP «ont intercepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf, 96 individus et saisi 26 véhicules, 248 groupes électrogènes, 150 marteaux piqueurs, 7 détecteurs de métaux, 8 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, tandis que 4 autres individus ont été appréhendés et un pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov, un chargeur de munitions, 12 fusils de chasse, 6,9 tonnes de tabacs et 25,3

tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, ont été saisis à In Amenas, Tébessa, Khenchela, El-Oued, Biskra, Djelfa, Batna, et Ghardaïa » ajoute la même source.

Par ailleurs, les Gardes-côtes « ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 123 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 437 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national », conclut le communiqué.

M.D.

HCLA

## PARUTION DU 1<sup>er</sup> DICTIONNAIRE FONCTIONNEL DE LA TERMINOLOGIE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

Le Haut Conseil de la langue arabe (HCLA) a organisé, mercredi, une journée d'information à l'occasion de la parution du premier dictionnaire national de la terminologie de la pêche et de l'aquaculture, en concomitance avec la célébration du 60e anniversaire de recouvrement de la souveraineté nationale. Lors de la présentation de la nouvelle publication au siège du HCLA, le président du HCLA, Salah Belaïd, a précisé que ce dictionnaire était « le premier du genre au niveau national et arabe et le fruit des efforts communs consentis en un temps record entre les chercheurs du HCLA et les professionnels du secteur de pêche. » Cet ouvrage scientifique, qui comprend près de 3000 mots, constituera « un guide regroupant les termes utilisés par les professionnels du secteur, notamment ceux en relation avec les cor-



respondances administratives dans le cadre des mêmes prérogatives », a-t-il poursuivi. Belaïd a estimé, dans ce sens, que la publication de dictionnaires en coordination avec les différentes instances ministérielles est l'un des missions du HCLA qui veille à « renforcer l'utilisation de la langue arabe », appelant, à cet effet, les différents secteurs et instances à « la conjugaison des efforts pour réaliser de tels ouvrages scientifiques qui contribuent à la promotion et à l'utilisation de la langue arabe. » Pour sa part, le ministre de la Pêche et des productions

halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, a estimé, dans une allocution lue en son nom par le représentant du ministère, Farid Naït Djoudi, que « l'importance de la terminologie dans les domaines techniques et scientifiques va au-delà de son usage linguistique », soulignant que ce dictionnaire, à la réalisation duquel des professeurs et des chercheurs ont participé, contribuera à « faire face à tout amalgame en l'absence de concordance entre la signification des mots couramment utilisés et leurs connotations pour les spécialisations de la pêche et de l'aquaculture. » I.M.

ALGÉRIE-ETHIOPIE

## PLAIDOYER POUR RELEVER LE NIVEAU DES ÉCHANGES

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, s'est entretenu, au siège du ministère, avec l'ambassadeur de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, M. Nebiat Gatachew. Les deux parties ont évo-

qué les voies et moyens de développer les perspectives de partenariat commercial entre les deux pays, selon un communiqué du ministère. La réunion a également porté sur les mécanismes de mise en œuvre des directives convenues par les deux

chefs d'État, notamment celles relatives à l'augmentation du volume des échanges interprofessionnels et à l'élargissement des domaines de coopération bilatérale dans les domaines d'intérêt commun.

R.E

## 22 SITES D'EXPLORATION MINIÈRE OCTROYÉS

A l'ouverture des offres financières relatives à la 51e session d'adjudication, qui s'est tenu hier au siège du ministère de l'Énergie, l'Agence nationale des activités minières, a octroyé « 22 sites pour exploration, dont 10 pour le sable, et 9 destinés à la pierre décorative, pour un montant qui

s'élève à plus 93 milliards de centimes qui seront versés au Trésor public», a annoncé son président Smail El Djouzi. Au total, 38 sites ont été proposés par les soumissionnaires. L'ANAM a reçu 52 plis. Un seul dossier a été rejeté du fait que le chèque ne contenant pas de date. Dans une

déclaration à la presse, M. El Djouzi a souligné que les soumissionnaires retenus doivent déposer, dans un délai n'excédant pas les trois, un dossier réglementaire pour avoir un permis d'exploration, indiquant que d'autres sessions peuvent avoir lieu d'ici la fin de l'année 2022.

## REPORT DU PROCÈS DE DJAMEL OULD ABBES

Le pôle économique et pénal du tribunal de Sidi Mhamed a renvoyé, au 4 août prochain le procès pour corruption de l'ancien ministre de la Solidarité nationale, Djamel

Ould-Abbes. Le juge a ainsi répondu favorablement à la requête du collectif de défense, qui l'a motivée par l'hospitalisation de leur mandat aux urgences du CHU

Mustapha Bacha. Ils ont présenté, comme pièce justificative, un certificat d'admission délivré par l'administration de la structure hospitalière.

R.N